



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

LE HAUT COMMISSAIRE À LA JEUNESSE

DIRECTION DE LA JEUNESSE,
DE L'ÉDUCATION POPULAIRE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Sous-direction des politiques de jeunesse
Mission de la coopération européenne et
Internationale jeunesse vie associative

Mise en concurrence

Certification des comptes de l'AFPEJA

Objet de la présente mise en concurrence

La présente mise en concurrence concerne la certification des comptes de l'Agence française du programme européen « Jeunesse en Action » (AFPEJA). Elle est établie pour 3 ans.

Contexte de la mission :

Le programme européen « Jeunesse en action » 2007-2013 a été créé par décision n° 1719/2006/CE du Parlement Européen et du Conseil en date du 15 novembre 2006.

Pour assurer sa mise en œuvre en France, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) a été désigné comme Agence Nationale du programme européen « Jeunesse en action » (AFPEJA).

Afin de garantir à la Commission européenne que la gestion financière et administrative de l'AFPEJA est saine, la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), en tant qu'autorité nationale, est chargée d'organiser les contrôles de second niveau et sa responsabilité est triple :

- **Organiser et gérer le système de contrôles nationaux :**
 - Mettre en place les mesures nécessaires pour assurer comme il convient l'audit et la surveillance financière de l'AFPEJA
 - Fournir à la Commission européenne l'assurance raisonnable quant à l'efficacité des systèmes et des contrôles « primaires » organisés par l'AFPEJA
- **Fournir la déclaration d'assurance annuelle portant sur :**
 - la fiabilité des procédures et des systèmes financiers de l'AFPEJA,
 - l'exactitude des comptes,
 - l'utilisation des ressources et la conformité des procédures de contrôle visant à garantir la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.
- **Assumer la responsabilité financière en cas de mauvaise gestion et de fonds non recouverts en cas d'irrégularité.**

Nature de la mission

Une convention financière triennale est signée chaque année entre la Commission européenne et l'INJEP-AFPEJA fixant le montant des crédits de fonctionnement et d'intervention.

La direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative placée auprès du Haut commissaire à la jeunesse est chargée de fournir à la Commission européenne l'assurance d'une bonne utilisation des fonds versés dans le cadre des conventions qui la lie avec l'AFPEJA et du respect des procédures dans le cycle de vie des projets, une certification annuelle des comptes doit être mise en place.

Chaque année, cette certification porte sur les crédits d'intervention alloués par la Commission européenne pour les actions décentralisées gérées par l'AFPEJA au cours de l'année précédente.

Ainsi, **en 2010**, elle portera sur les crédits liés aux conventions suivantes :

Référence de la convention ADEC	Montant de la convention	Situation	Mission à remplir par le prestataire en 2009	Nombre d'actions subventionnées
N°2006-121/001-001 couvrant la période du 1er mars 2006 au 31 mai 2009	7 565 117,00 €	Convention achevée le 31 décembre 2009	Comptes à certifier afin de clôturer la convention 2006	1360
N°2007-0264/001-001 couvrant la période du 20 septembre 2007 au 30 juin 2010	7 856 828,00 €	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	486
N°2008-0124/001-001 couvrant la période du 6 juin 2008 au 30 juin 2011	8 230 755,00 €	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	508
N°2009-0371-001-001 couvrant la période du 7 mai 2009 au 30 juin 2012	8 488 518,00 €	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	537

En 2011, elle portera sur les crédits liés aux conventions suivantes :

N°2007-0264/001-001 couvrant la période du 20 septembre 2007 au 30 juin 2010	7 856 828,00 €	Convention achevée le 31 décembre 2010	Comptes à certifier afin de clôturer la convention 2007	486
N°2008-0124/001-001 couvrant la période du 6 juin 2008 au 30 juin 2011	8 230 755,00 €	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	508
N°2009-0371-001-001 couvrant la période du 7 mai 2009 au 30 juin 2012	8 488 518,00 €	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	537
N°2010-	A préciser dès signature de la convention 2010	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	précision début 2011

Enfin, en 2012, elle portera sur les crédits liés aux conventions

N°2008-0124/001-001 couvrant la période du 6 juin 2008 au 30 juin 2011	8 230 755,00 €	Convention achevée le 31 décembre 2011	Comptes à certifier afin de clôturer la convention 2008	508
N°2009-0371-001-001 couvrant la période du 7 mai 2009 au 30 juin 2012	8 488 518,00 €	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	537
N°2010-	A préciser dès signature de la convention 2010	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	Précision début 2011
N°2011-	A préciser dès signature de la convention 2011	Convention en cours rapport intermédiaire présenté	Certification à faire sur rapport intermédiaire	Précision début 2012

Pour mener à bien sa mission, le prestataire devra s'appuyer sur les orientations annuelles fixées par la Commission européenne à l'intention de l'autorité de tutelle, notamment l'annexe 6. Ce document en version anglaise est joint au présent cahier des charges (annexe n° 2).

Il devra présenter les méthodologies de sélection et de vérification des dossiers à auditer. Par ailleurs, afin de permettre à l'autorité de tutelle de mesurer la situation réelle de l'AFPEJA, toutes constatations relevées par l'auditeur devront être qualifiées et commentées. Des recommandations devront être présentées et inscrites au rapport du certificateur en vue de diminuer les risques d'erreur de gestion financière et administrative.

La prestation sera assurée au sein de l'AFPEJA, sise à Marly le Roi et le rapport devra être présenté à la DJEPVA le 16 avril 2010 au plus tard.

Documents utiles à la certification des comptes :

- décision n°1719/2006/CE du parlement européen et du conseil du 15/11/2006 établissant le programme Jeunesse en Action (2007-2013) [annexe n° 1] ;
- décision de la commission du 30/04/2007 sur les responsabilités respectives des Etats membres, de la Commission et des agences nationales dans la réalisation du programme Jeunesse en Action (2007-2013)
- orientations à l'intention des autorités nationales pour la déclaration d'assurance annuelle 2009 [annexe n° 2] ;
- rapports annuels (financiers et d'activités) transmis par l'AFPEJA à la DJEPVA (rapports finaux ou intermédiaires –quarterly reports) ;
- les conventions triennales à clôturer ou en cours ;
- guide pour les Agences Nationales ;
- guide du Programme européen « Jeunesse » 2006
- guide du Programme « Jeunesse en action » 2007 à 2009 ;
- manuel des procédures de l'Agence Nationale ;

Justificatifs à fournir à l'appui de l'offre :

En accompagnement de son offre comprenant la méthodologie de travail et le calendrier de réalisation des tâches, le prestataire devra transmettre :

- ✚ **la présentation du cabinet et de l'équipe de certification (CV)**
- ✚ **une liste de références et de chiffrages de missions similaires** notamment dans le secteur public et dans la réalisation d'études de nature proche à la présente mise en concurrence
- ✚ **un devis détaillé précisant les différents coûts :**
 - frais de personnel (coût journalier et nombre de jours travaillés),
 - frais de déplacements (coût journalier),Le budget sera présenté hors taxes et toutes taxes comprises.
- ✚ **Une déclaration du candidat sur l'honneur (*document joint*)** dûment datée et signée par le candidat pour justifier en application des articles 43, 44, 44-1 et 46 du CMP :
 - Qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales,
 - Qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir et qu'il n'est pas dans une situation l'interdisant de soumission à un marché public et prévue à l'article 43 du code des marchés publics ;
 - Qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1, L125-3 du code du travail ;
 - Qu'il dispose d'une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois en application de l'article R.324-4 du code du travail.

Compétences linguistiques requises :

De nombreux documents étant en langue anglaise, l'assurance d'un bon niveau d'anglais est indispensable

Durée du marché :

Le présent marché est établi pour une période de trois années : 2010 à 2012

Critères de sélection des offres

- Offre économiquement la plus avantageuse appréciée au regard des prix proposés
- Des références établies pour des missions identiques
- La méthode proposée par les candidats

Date et heures limites de réceptions des offres :

10 mars 2010 – 12 h

Conditions de remises des offres :

L'enveloppe comprenant l'offre et les justificatifs cités en page 3 devra être transmise sous plis cachetés de manière à parvenir au plus tard avant la date et l'heure limite fixées ci-avant.

Haut commissaire à la jeunesse

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
Sous-direction de la vie associative et de l'éducation populaire
Bureau des affaires administratives et financières (DJEPVA/B3)

Catherine Cabon

Tél : 01 40 45 95 44

Fax : 01 40 45 92 92

Mél : catherine.cabon@jeunesse-sports.gouv.fr

Ou

Haut commissaire à la jeunesse

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
Sous-direction des politiques de jeunesse
Mission de la coopération européenne et internationale jeunesse vie associative

Alexis Ridde

Tél : 01 40 45 93 58

Fax : 01 40 45 92 92

Mél : alexis.ridde@jeunesse-sports.gouv.fr

Adresse : 95 avenue de France – 75650 – Paris Cedex 13

Ou

Haut commissaire à la jeunesse

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
Sous-direction des politiques de jeunesse
Mission de la coopération européenne et internationale jeunesse vie associative

Chantal Okubo

Tél : 01 40 45 94 24

Fax : 01 40 45 92 92

Mél : chantal.okubo@jeunesse-sports.gouv.fr

Adresse : 95 avenue de France – 75650 – Paris Cedex 13

DÉCISION N° 1719/2006/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

du 15 novembre 2006

établissant le programme «Jeunesse en action» pour la période 2007-2013

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 149, paragraphe 4,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social européen ⁽¹⁾,

vu l'avis du Comité des régions ⁽²⁾,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité ⁽³⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) Le traité instituant la Communauté européenne, ci-après dénommé «le traité», institue une citoyenneté de l'Union et dispose que l'action de la Communauté en matière d'éducation, de formation professionnelle et de jeunesse vise essentiellement à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs, ainsi qu'une éducation de qualité.
- (2) Le traité sur l'Union européenne est fondé sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination. La promotion de la citoyenneté active des jeunes devrait contribuer au développement de ces valeurs.
- (3) Par la décision n° 1031/2000/CE ⁽⁴⁾ du 13 avril 2000, le Parlement européen et le Conseil ont établi un programme d'action communautaire «Jeunesse». Il convient, sur la base de l'expérience acquise par le biais de ce programme, de poursuivre et de renforcer la coopération et l'action de la Communauté dans ce domaine.
- (4) Par la décision n° 790/2004/CE ⁽⁵⁾ du 21 avril 2004, le Parlement européen et le Conseil ont établi un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse.
- (5) Le Conseil européen extraordinaire qui s'est tenu à Lisbonne les 23 et 24 mars 2000 a établi pour l'Union un objectif stratégique comprenant une politique active de l'emploi accordant plus d'importance à la formation tout au long de la vie, complété par la stratégie sur le développement durable adoptée par le Conseil européen de Göteborg les 15 et 16 juin 2001.

(6) La déclaration de Laeken, annexée aux conclusions de la présidence du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2001, affirme que l'un des défis fondamentaux que doit relever l'Union européenne est de rapprocher les citoyens, et en premier lieu les jeunes, du projet européen et des institutions européennes.

(7) La Commission a adopté, le 21 novembre 2001, un livre blanc intitulé «Un nouvel élan pour la jeunesse européenne», qui propose un cadre de coopération dans le domaine de la jeunesse visant à renforcer en priorité la participation, l'information, les activités de volontariat et une meilleure connaissance du domaine de la jeunesse; le Parlement européen, dans sa résolution du 14 mai 2002 ⁽⁶⁾, a fait siennes ces propositions.

(8) La résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du 27 juin 2002, relative au cadre de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse ⁽⁷⁾, établit notamment une méthode ouverte de coordination couvrant les priorités suivantes: participation, information, activités de volontariat des jeunes et compréhension accrue des jeunes. Il conviendrait de prendre en compte ces éléments lors de la mise en œuvre du présent programme «Jeunesse en action», ci-après dénommé «le programme».

(9) Le Conseil, dans ses conclusions du 6 mai 2003 ⁽⁸⁾, souligne qu'il est nécessaire de maintenir et de développer les instruments communautaires existants spécifiquement destinés aux jeunes, car ils sont essentiels pour renforcer la coopération des États membres dans le domaine de la jeunesse, et que, en outre, les priorités et les objectifs desdits instruments devraient être alignés sur ceux du cadre de coopération européenne en matière de jeunesse.

(10) Le Conseil européen de printemps des 22 et 23 mars 2005 a adopté le pacte européen pour la jeunesse comme un des instruments concourant à la réalisation des objectifs de Lisbonne que sont la croissance et l'emploi. Le pacte se concentre sur trois domaines: emploi, intégration et promotion sociale, éducation, formation et mobilité et conciliation de la vie professionnelle et de la vie personnelle et familiale.

(11) L'action de la Communauté comporte une contribution à une éducation et à une formation de grande qualité et doit viser à éliminer les inégalités et à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, conformément à l'article 3, paragraphe 2, du traité.

⁽¹⁾ JO C 234 du 22.9.2005, p. 46.

⁽²⁾ JO C 71 du 22.3.2005, p. 34.

⁽³⁾ Avis du Parlement européen du 25 octobre 2005 (non encore paru au Journal officiel), position commune du Conseil du 24 juillet 2006 (JO C 251 E du 17.10.2006, p. 20) et position du Parlement européen du 25 octobre 2006 (non encore parue au Journal officiel).

⁽⁴⁾ JO L 117 du 18.5.2000, p. 1. Décision modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) n° 885/2004 du Conseil (JO L 168 du 1.5.2004, p. 1).

⁽⁵⁾ JO L 138 du 30.4.2004, p. 24.

⁽⁶⁾ JO C 180 E du 31.7.2003, p. 145.

⁽⁷⁾ JO C 168 du 13.7.2002, p. 2.

⁽⁸⁾ JO C 115 du 15.5.2003, p. 1.

- (12) Il convient de répondre aux besoins spécifiques des personnes handicapées.
- (13) Il est nécessaire de promouvoir une citoyenneté active et, lors de la mise en œuvre des lignes d'action, de renforcer la lutte contre l'exclusion et la discrimination sous toutes leurs formes, y compris celles qui sont fondées sur le sexe, la race, l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, conformément à l'article 13, paragraphe 1, du traité.
- (14) Les pays candidats à l'Union européenne et les pays de l'AELE membres de l'accord EEE ont une vocation reconnue à participer aux programmes communautaires, conformément aux accords conclus avec ces pays.
- (15) Le Conseil européen de Salonique, des 19 et 20 juin 2003, a adopté le programme intitulé «Agenda de Salonique pour les Balkans occidentaux: progresser sur la voie de l'intégration européenne», qui prévoit que les programmes communautaires devraient être ouverts aux pays du processus de stabilisation et d'association sur la base d'accords-cadres à signer entre la Communauté et ces pays.
- (16) Des dispositions devraient être prévues en vue de l'ouverture du programme à la Suisse.
- (17) La déclaration de Barcelone, adoptée lors de la conférence euro-méditerranéenne qui s'est tenue en 1995, stipule que les échanges de jeunes devraient constituer le moyen de préparer les générations futures à une coopération plus étroite entre les partenaires euro-méditerranéens, dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- (18) Dans ses conclusions du 16 juin 2003, le Conseil, sur la base de la communication de la Commission intitulée «l'Europe élargie — voisinage: un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud», retient comme axes d'action de la Communauté l'intensification de la coopération culturelle, de la compréhension mutuelle et de la coopération dans le domaine de l'enseignement et de la formation avec les pays voisins.
- (19) Les rapports d'évaluation intermédiaire du programme «Jeunesse» existant, de même que la consultation publique sur l'avenir de l'action communautaire en matière d'éducation, de formation et de jeunesse, révèlent le besoin pressant, et à certains égards grandissant, de poursuivre les activités de coopération et de mobilité dans le domaine de la jeunesse au niveau européen et insistent en faveur d'une simplicité, d'une convivialité et d'une souplesse plus grande dans la mise en œuvre de cette action.
- (20) En conformité avec le principe de bonne gestion financière, la mise en œuvre du programme peut être simplifiée en recourant au financement forfaitaire, prenant la forme soit d'un soutien accordé aux participants au programme, soit d'un soutien communautaire aux structures établies au niveau national en vue de l'administration du programme.
- (21) Le programme devrait faire régulièrement l'objet d'un suivi et d'une évaluation dans le cadre d'une coopération entre la Commission et les États membres de sorte à ce que des ajustements puissent être opérés, en particulier dans les priorités de mise en œuvre des mesures. Ce travail de suivi et d'évaluation devrait comporter des objectifs et des indicateurs mesurables et pertinents.
- (22) La formulation de la base juridique du programme doit être suffisamment flexible pour permettre d'éventuelles adaptations des actions, afin de répondre à l'évolution des besoins au cours de la période 2007-2013, et d'éviter les dispositions inutilement détaillées des programmes précédents, de sorte que la présente décision se limite à des définitions génériques des actions et aux dispositions administratives et financières qui les accompagnent.
- (23) Il convient d'assurer une clôture correcte du programme, notamment en ce qui concerne la poursuite des modalités pluriannuelles de sa gestion, comme le financement de l'assistance technique et administrative. À compter du 1^{er} janvier 2014, l'assistance technique et administrative garantira, le cas échéant, la gestion des actions qui n'ont pas encore été menées à bien à la fin de 2013.
- (24) Il y a lieu de prévoir les modalités particulières d'application du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽¹⁾ et de ses mesures d'application ainsi que les dérogations à ces textes rendues nécessaires par les caractéristiques des bénéficiaires et la nature des actions.
- (25) Les mesures appropriées devraient être mises en œuvre afin de prévenir les irrégularités et les fraudes et de recouvrer les fonds perdus ou versés ou utilisés indûment.
- (26) La présente décision établit, pour l'ensemble de la durée du programme, une enveloppe financière qui constitue la référence privilégiée, au sens du point 37 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission, sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière ⁽²⁾, pour l'autorité budgétaire dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle.
- (27) Étant donné que les objectifs de la présente décision ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres car ils nécessitent des partenariats multilatéraux, des mesures de mobilité transnationales ainsi que l'échange d'informations au niveau européen, et peuvent donc, en raison de la dimension transnationale et multilatérale des actions et des mesures envisagées, être mieux réalisés au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité, tel qu'énoncé audit article, la présente décision n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

⁽¹⁾ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

⁽²⁾ JO C 139 du 14.6.2006, p. 1.

(28) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la présente décision en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission ⁽¹⁾.

(29) Il y a lieu d'arrêter les mesures transitoires, pour le suivi des actions engagées avant le 31 décembre 2006, en vertu de la décision n° 1031/2000/CE et de la décision n° 790/2004/CE,

DÉCIDENT:

Article premier

Établissement du programme

1. La présente décision établit le programme d'action communautaire «Jeunesse en action», ci-après dénommé «le programme», qui vise à développer la coopération dans le domaine de la jeunesse dans l'Union européenne.

2. Le programme débute le 1^{er} janvier 2007 et prend fin le 31 décembre 2013.

Article 2

Objectifs généraux du programme

1. Les objectifs généraux du programme consistent à:

- a) promouvoir la citoyenneté active des jeunes, en général, et leur citoyenneté européenne en particulier;
- b) développer la solidarité et promouvoir la tolérance entre les jeunes, notamment en vue de renforcer la cohésion sociale dans l'Union;
- c) favoriser la compréhension mutuelle entre jeunes de différents pays;
- d) contribuer à améliorer la qualité des systèmes de soutien des activités des jeunes et des capacités des organisations de la société civile dans le domaine de la jeunesse;
- e) favoriser la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.

2. Les objectifs généraux du programme complètent les objectifs poursuivis dans d'autres secteurs d'activités de la Communauté, notamment dans le domaine de la formation tout au long de la vie, y compris la formation professionnelle et l'apprentissage non formel et informel, ainsi que dans d'autres domaines comme la culture, le sport et l'emploi.

3. Les objectifs généraux du programme contribuent au développement des politiques de l'Union, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance de la diversité culturelle, multiculturelle et linguistique de l'Europe, le renforcement de la cohésion sociale et la lutte contre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les

convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, ainsi que le développement durable.

Article 3

Objectifs spécifiques du programme

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

1. Dans le cadre de l'objectif général visant à promouvoir la citoyenneté active des jeunes en général et leur citoyenneté européenne en particulier:
 - a) donner la possibilité aux jeunes et aux organisations de jeunes de participer au développement de la société en général et de l'Union en particulier;
 - b) développer chez les jeunes le sentiment d'appartenance à l'Union;
 - c) encourager la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe;
 - d) renforcer la mobilité des jeunes en Europe;
 - e) développer l'apprentissage interculturel chez les jeunes;
 - f) promouvoir les valeurs fondamentales de l'Union auprès des jeunes, et notamment le respect de la dignité humaine, l'égalité, le respect des droits de l'homme, la tolérance et la non-discrimination;
 - g) encourager l'esprit d'initiative, d'entreprise et de créativité;
 - h) faciliter la participation au programme des jeunes défavorisés, y compris les jeunes handicapés;
 - i) veiller au respect du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la participation au programme, et à la promotion de l'égalité entre les sexes dans les actions mises en œuvre;
 - j) offrir des possibilités d'apprentissage informel et non formel ayant une dimension européenne et créer des possibilités innovantes dans le cadre de la citoyenneté active.
2. Dans le cadre de l'objectif général visant à développer la solidarité et à promouvoir la tolérance entre les jeunes, notamment en vue de renforcer la cohésion sociale dans l'Union:
 - a) donner la possibilité aux jeunes d'exprimer leurs engagements personnels par des activités de volontariat aux niveaux européen et international;
 - b) associer les jeunes aux actions renforçant la solidarité entre les citoyens de l'Union.

⁽¹⁾ JO L 184 du 17.7.1999, p. 23. Décision modifiée par la décision 2006/512/CE (JO L 200 du 22.7.2006, p. 11).

3. Dans le cadre de l'objectif général visant à favoriser la compréhension mutuelle entre jeunes de différents pays:
- développer les échanges et le dialogue interculturel entre les jeunes Européens et les jeunes des pays voisins;
 - contribuer à améliorer dans ces pays la qualité des structures de soutien des jeunes et à renforcer le rôle des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse;
 - mettre en œuvre avec d'autres pays des projets de coopération thématique associant des jeunes et les personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse.
4. Dans le cadre de l'objectif général visant à contribuer à améliorer la qualité des systèmes de soutien des activités des jeunes et des capacités des organisations de la société civile dans le domaine de la jeunesse:
- contribuer à la mise en réseau des organisations concernées;
 - développer la formation des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse et la coopération entre elles;
 - favoriser l'innovation dans l'élaboration d'activités en faveur des jeunes;
 - contribuer à l'amélioration de l'information des jeunes, en veillant en particulier à améliorer l'accès à l'information des jeunes handicapés;
 - soutenir les projets et les initiatives à long terme, dans le domaine de la jeunesse, mis sur pied par des organismes régionaux et locaux;
 - favoriser la reconnaissance de l'apprentissage non formel des jeunes et des qualifications qu'ils ont acquises grâce à leur participation à ce programme;
 - échanger les bonnes pratiques.
5. Dans le cadre de l'objectif général visant à favoriser la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, en tenant compte des aspects locaux et régionaux:
- encourager l'échange de bonnes pratiques et la coopération entre administrations et responsables politiques à tous les niveaux;
 - encourager le dialogue structuré entre les responsables politiques et les jeunes;
 - améliorer la connaissance et la compréhension de la jeunesse;
- d) contribuer à la coopération entre les différentes formes de volontariat des jeunes au niveau national et au niveau international.
- Article 4*
- Actions**
- Les objectifs généraux et spécifiques du programme sont mis en œuvre par les actions suivantes, dont les modalités figurent en annexe:
- Jeunesse pour l'Europe
- Cette action vise:
- à favoriser les échanges de jeunes en vue d'accroître leur mobilité,
 - à soutenir les initiatives de jeunes ainsi que les projets et activités de participation à la vie démocratique permettant de développer la citoyenneté des jeunes et leur compréhension mutuelle.
- Le service volontaire européen
- Cette action vise à soutenir la participation des jeunes à différentes formes d'activités de volontariat, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union.
- Jeunesse dans le monde
- Cette action vise:
- à soutenir les projets menés avec les pays partenaires du programme au titre de l'article 5, paragraphe 2, notamment l'échange de jeunes et de personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse,
 - à favoriser les initiatives qui renforcent la compréhension mutuelle des jeunes, leur sens de la solidarité et de la tolérance, ainsi que le développement de la coopération dans le domaine de la jeunesse et de la société civile dans ces pays.
- Systèmes d'appui à la jeunesse
- Cette action vise à soutenir les organismes agissant au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, notamment le fonctionnement des organisations non gouvernementales de jeunesse, la mise en réseau de celles-ci, les conseils à l'intention des auteurs de projets, les mesures destinées à garantir la qualité par le biais des échanges, de la formation et de la mise en réseau des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse, les mesures destinées à promouvoir l'innovation et la qualité, l'information des jeunes et la mise en place des structures et activités nécessaires pour que le programme atteigne ces buts, ainsi que la promotion de partenariats avec les autorités locales et régionales.

5) Soutien à la coopération européenne dans le secteur de la jeunesse

Cette action vise:

- à organiser le dialogue structuré entre les différents acteurs du monde de la jeunesse, en particulier les jeunes eux-mêmes, les personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse et les responsables politiques,
- à soutenir l'organisation de séminaires pour les jeunes sur les questions sociales, culturelles et politiques qui suscitent l'intérêt des jeunes,
- à contribuer au développement de la coopération politique dans le domaine de la jeunesse,
- à faciliter la mise en place des réseaux nécessaires à une meilleure compréhension de la jeunesse.

Article 5

Participation au programme

1. Le programme est ouvert à la participation des pays suivants, ci-après dénommés «les pays participant au programme»:

- a) les États membres;
- b) les États de l'AELE qui sont parties à l'accord EEE, conformément aux dispositions dudit accord;
- c) les pays candidats bénéficiant d'une stratégie de préadhésion, conformément aux principes généraux et aux conditions et modalités générales établis dans les accords-cadres conclus avec ces pays en vue de leur participation aux programmes communautaires;
- d) les pays des Balkans occidentaux selon les modalités à définir avec ces pays à la suite des accords-cadres permettant leur participation aux programmes communautaires;
- e) la Confédération suisse sous réserve de la conclusion d'un accord bilatéral avec ce pays.

2. Les actions visées aux points 2 et 3 de l'annexe sont ouvertes à la coopération avec les pays tiers ayant signé des accords avec la Communauté concernant le secteur de la jeunesse, ci-après dénommés «les pays partenaires».

Cette coopération repose, le cas échéant, sur des crédits supplémentaires dégagés par les pays partenaires selon des procédures fixées d'un commun accord avec ces pays.

Article 6

Accès au programme

1. Le programme est destiné à soutenir les projets à but non lucratif à l'intention des jeunes, des groupes de jeunes, des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse, des organisations et associations sans but lucratif, ainsi que, dans certains cas justifiés, des autres partenaires travaillant dans le domaine de la jeunesse.

2. Sans préjudice des modalités définies dans l'annexe pour la mise en œuvre des actions, le programme s'adresse aux jeunes âgés de 15 à 28 ans, certaines actions étant toutefois destinées aux jeunes à partir de 13 ans ou jusqu'à l'âge de 30 ans.

3. Les bénéficiaires doivent résider légalement dans un pays participant au programme ou, suivant la nature de l'action, dans un pays partenaire du programme.

4. Tous les jeunes, sans discrimination, doivent pouvoir avoir accès aux activités du programme dans le respect des modalités définies en annexe. La Commission et les pays participants au programme veillent à ce que des efforts particuliers soient déployés en faveur des jeunes qui rencontrent des difficultés spécifiques pour participer au programme, compte tenu de leur éducation ou pour des raisons d'ordre éducatif, social, physique, psychologique, économique ou culturel, ou parce qu'ils vivent dans des zones éloignées.

5. Les pays participant au programme s'efforcent de prendre les mesures appropriées afin que les participants au programme puissent accéder aux soins de santé, conformément aux dispositions de la législation communautaire. Le pays d'origine s'efforce de prendre les mesures appropriées afin que les participants au Service volontaire européen puissent conserver leur protection sociale. Les pays participant au programme s'efforcent également d'adopter les mesures adéquates, conformément au traité, afin de lever les entraves juridiques et administratives à l'accès au programme.

Article 7

Coopération internationale

Le programme est également ouvert à la coopération avec des organisations internationales compétentes dans le domaine de la jeunesse, notamment avec le Conseil de l'Europe.

Article 8

Mise en œuvre du programme

1. La Commission veille à ce que les actions faisant l'objet de ce programme soient mises en œuvre conformément aux dispositions figurant en annexe.

2. La Commission et les pays participant au programme prennent les mesures appropriées pour développer les structures aux niveaux européen, national et, le cas échéant, régional ou local, afin d'atteindre les objectifs du programme et de tirer le meilleur parti des actions y prévues.

3. La Commission et les pays participant au programme prennent les mesures appropriées afin de promouvoir la reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel en faveur des jeunes, par exemple au moyen d'attestations ou de certificats, tout en tenant compte des situations existant sur le plan national, reconnaissant l'expérience acquise par les bénéficiaires et sanctionnant la participation directe des jeunes ou des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse à une action du programme. Cet objectif peut être mieux atteint en complémentarité avec d'autres actions communautaires visées à l'article 11.

4. La Commission, en coopération avec les pays participant au programme, veille à la protection adéquate des intérêts financiers des Communautés en instaurant des mesures efficaces, proportionnées et dissuasives, des vérifications administratives et des sanctions.

5. La Commission et les pays participant au programme veillent à ce que les actions soutenues par le programme soient dûment portées à la connaissance du public.

6. Les pays participant au programme:

a) prennent les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du programme au niveau national, en faisant intervenir les parties chargées des différentes questions liées à la jeunesse conformément aux pratiques nationales;

b) créent/désignent et contrôlent les agences nationales chargées de la mise en œuvre des actions du programme au niveau national, conformément à l'article 54, paragraphe 2, point c), du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 et dans le respect des critères suivants:

i) l'organisme créé ou désigné comme agence nationale a la personnalité juridique ou fait partie d'une organisation ayant la personnalité juridique (et est régi par le droit du pays participant au programme). Un ministère ne peut être désigné comme agence nationale;

ii) l'organisme dispose d'un personnel suffisant et possédant les qualifications requises pour travailler dans un environnement de coopération internationale et de l'infrastructure voulue et opère dans un contexte administratif qui lui permet d'éviter tout conflit d'intérêt;

iii) il est en mesure d'appliquer les règles de gestion de fonds et les conditions contractuelles fixées au niveau communautaire;

iv) il doit présenter des garanties financières suffisantes (émanant de préférence d'une autorité publique) et avoir une capacité de gestion en rapport avec le volume de fonds communautaires qu'il sera appelé à gérer;

c) assument la responsabilité de la bonne gestion, par les agences nationales visées au point b), des crédits confiés à celles-ci en vue de financer les projets. Ils sont notamment chargés de veiller à ce que les agences nationales respectent les principes de transparence, d'égalité de traitement et de non-cumul vis-à-vis d'autres fonds communautaires, ainsi que de l'obligation de récupérer des fonds éventuellement dus par les bénéficiaires;

d) prennent les mesures nécessaires pour assurer les audits appropriés et le contrôle financier des agences nationales visées au point b), et en particulier:

i) fournissent à la Commission, avant le début des travaux de l'agence nationale, les assurances nécessaires quant à l'existence, la pertinence et le bon fonctionnement dans l'agence nationale, conformément aux règles de bonne gestion financière, des procédures applicables, des systèmes de contrôle, des systèmes de comptabilité et des procédures de passation des marchés et d'octroi des subventions;

ii) donnent à la Commission, lors de la clôture de chaque exercice, l'assurance de la fiabilité des systèmes financiers et des procédures des agences nationales et de l'exactitude de leurs comptes;

iii) assument la responsabilité des fonds éventuellement non recouverts en cas d'irrégularité, de négligence ou de fraude imputable aux agences nationales visées au point b) et conduisant la Commission à devoir recouvrer des fonds auprès de l'agence nationale.

7. Dans le cadre de la procédure mentionnée à l'article 10, paragraphe 1, la Commission peut arrêter, pour chacune des actions figurant en annexe, des orientations en vue d'adapter le programme à toute évolution éventuelle des priorités de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.

Article 9

Comité

1. La Commission est assistée par un comité.

2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 4 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent.

La période prévue à l'article 4, paragraphe 3, de la décision 1999/468/CE est fixée à deux mois.

3. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 3 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de ladite décision.

4. Le comité adopte son règlement intérieur.

Article 10

Mesures d'exécution

1. Les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la présente décision concernant les matières suivantes sont arrêtées en conformité avec la procédure visée à l'article 9, paragraphe 2:

a) les modalités de mise en œuvre du programme, y compris le plan de travail annuel;

b) l'équilibre général entre les différentes actions du programme;

c) en ce qui concerne le financement, les critères (notamment la population de jeunes, le PIB et la distance géographique

entre les pays) à appliquer pour établir la ventilation indicative des fonds entre les États membres, en vue d'assurer une gestion décentralisée des actions;

- d) le suivi de l'accord visé au point 4.2 de l'annexe, y compris le plan de travail annuel et le rapport annuel du Forum européen de la jeunesse;
- e) les modalités d'évaluation du programme;
- f) les modalités d'attestation de la participation des jeunes aux actions;
- g) les modalités d'adaptation des actions du programme prévues à l'article 8, paragraphe 7.

2. Les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la présente décision concernant les autres matières sont arrêtées en conformité avec la procédure visée à l'article 9, paragraphe 3.

Article 11

Complémentarité avec d'autres instruments d'action communautaires

1. La Commission assure l'articulation entre le programme et d'autres domaines d'action communautaire, en particulier l'éducation, la formation professionnelle, la culture, la citoyenneté, le sport, les langues, l'emploi, la santé, la recherche, l'entreprise, l'action extérieure de l'Union, l'inclusion sociale, l'égalité entre les sexes, la lutte contre la discrimination.
2. Le programme peut, lorsque cela est possible, partager des ressources avec d'autres instruments communautaires afin de mettre en œuvre des actions répondant à des objectifs communs au programme et à ces instruments.
3. La Commission et les États membres veillent à mettre en valeur les actions du programme qui contribuent à la réalisation d'objectifs dans d'autres domaines d'action communautaires, tels que l'éducation, la formation professionnelle, la culture et le sport, les langues, l'inclusion sociale, l'égalité entre les sexes et la lutte contre la discrimination.

Article 12

Complémentarité avec les politiques et instruments nationaux

1. Les pays participant au programme peuvent demander à la Commission l'autorisation d'accorder un label européen à des actions nationales, régionales ou locales similaires à celles qui sont visées à l'article 4.
2. Un pays participant au programme peut mettre à disposition des bénéficiaires du programme des fonds nationaux qui seront gérés conformément aux règles du programme et utiliser à cette fin les structures décentralisées du programme, pour autant qu'il assure, au prorata, le financement complémentaire de celles-ci.

Article 13

Dispositions financières générales

1. Le budget pour l'exécution du présent programme, pour la période visée à l'article 1^{er}, est établi à 885 000 000 EUR.
2. Les crédits annuels sont autorisés par l'autorité budgétaire dans les limites de l'enveloppe financière.

Article 14

Dispositions financières concernant les bénéficiaires

1. Les bénéficiaires du programme peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.
2. La Commission peut décider, en fonction des caractéristiques des bénéficiaires et de la nature des actions, d'exempter ceux-ci de la vérification des compétences et des qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action ou le programme de travail. La Commission respecte le principe de proportionnalité lors de la fixation des obligations en rapport avec la taille de l'appui financier, compte étant tenu des particularités des bénéficiaires, de leur âge, de la nature de l'action et de l'importance de l'appui financier.
3. Suivant la nature de l'action, les aides financières peuvent prendre la forme de subventions ou de bourses. La Commission peut également décerner des prix pour des actions ou projets mis en œuvre dans le cadre du programme. En fonction de la nature de l'action, des financements forfaitaires et/ou l'application de barèmes de coût unitaire peuvent être autorisés.
4. En cas d'octroi de subventions au titre d'une action, les accords doivent être signés dans les deux mois qui suivent l'attribution de la subvention.
5. Les subventions de fonctionnement octroyées dans le cadre du programme aux organismes agissant au niveau européen, tels que définis à l'article 162 du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽¹⁾, n'ont pas nécessairement, en cas de renouvellement, un caractère dégressif conformément à l'article 113, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002.

6. Conformément à l'article 54, paragraphe 2, point c), du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002, la Commission peut confier des tâches de puissance publique et notamment des tâches d'exécution budgétaire aux structures visées à l'article 8, paragraphe 2, de la présente décision.

7. Conformément à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002, la possibilité prévue au paragraphe 6 du présent article vaut également pour les structures de tous les pays participant au programme.

⁽¹⁾ JO L 357 du 31.12.2002, p. 1.

*Article 15***Suivi et évaluation**

1. La Commission veille à ce soit réalisé un suivi régulier du programme par rapport à ses objectifs. Le suivi comprend les rapports visés au paragraphe 3 ainsi que des activités spécifiques. Les consultations de la Commission concernant ce suivi sont menées avec la participation de jeunes.
2. La Commission assure l'évaluation régulière, indépendante et externe du programme.
3. Les pays participant au programme transmettent à la Commission, le 30 juin 2010 au plus tard, un rapport de mise en œuvre du programme et, le 30 juin 2015 au plus tard, un rapport sur l'impact du programme.
4. La Commission présente au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions:
 - a) un rapport intermédiaire d'évaluation sur les résultats obtenus et sur les aspects qualitatifs et quantitatifs de la mise en œuvre du présent programme le 31 mars 2011 au plus tard;
 - b) une communication sur la poursuite du présent programme le 31 décembre 2011 au plus tard;
 - c) un rapport d'évaluation ex post le 31 mars 2016 au plus tard.

*Article 16***Disposition transitoire**

Les actions engagées avant le 31 décembre 2006 sur la base de la décision n° 1031/2000/CE et de la décision n° 790/2004/CE

demeurent gérées, jusqu'à leur clôture, conformément auxdites décisions.

Si nécessaire, il serait possible d'inscrire des crédits au budget après 2013 pour couvrir les dépenses d'assistance technique et administrative nécessaires à la gestion des actions non encore terminées au 31 décembre 2013. Le comité prévu à l'article 8 de la décision n° 1031/2000/CE est remplacé par le comité prévu à l'article 9 de la présente décision.

Comme le prévoit l'article 18 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002, les crédits correspondant aux recettes affectées provenant de la restitution des sommes qui ont été indûment payées conformément à la décision n° 1031/2000/CE et à la décision n° 790/2004/CE peuvent être mis à la disposition du programme.

*Article 17***Entrée en vigueur**

La présente décision entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Elle est applicable à partir du 1^{er} janvier 2007.

Fait à Strasbourg, le 15 novembre 2006.

Par le Parlement européen

Le président

J. BORRELL FONTELLES

Par le Conseil

La présidente

P. LEHTOMÄKI

ANNEXE

Les actions mises en œuvre pour réaliser les objectifs généraux et spécifiques du programme soutiennent des projets à petite échelle favorisant la participation active des jeunes, tout en garantissant la visibilité et l'impact des projets au niveau européen.

La participation des jeunes au programme ne requiert pas d'expérience spécifique ou de qualifications, sauf dans certains cas exceptionnels.

Le programme devrait être mis en œuvre de manière conviviale.

Le programme devrait encourager l'esprit d'initiative, d'entreprise et de créativité des jeunes, faciliter la participation des jeunes défavorisés, y compris les handicapés, au programme, et veiller au respect du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la participation au programme et à la promotion de l'égalité entre les sexes dans toutes les actions mises en œuvre.

La participation aux actions est possible pour autant que soit souscrite une assurance suffisante, qui protégera les jeunes durant la mise en œuvre des activités du programme.

ACTIONS

Les actions couvrent les mesures suivantes:

Action 1 — La jeunesse pour l'Europe

Cette action vise à renforcer la citoyenneté active des jeunes et la compréhension mutuelle entre les jeunes par les mesures suivantes:

1.1. Échanges de jeunes

Les échanges de jeunes permettent à un ou plusieurs groupes de jeunes d'être accueillis par un groupe d'un autre pays pour réaliser un programme d'activités en commun. Ils s'appliquent, en principe, aux jeunes entre 13 et 25 ans.

Ces activités, qui sont fondées sur des partenariats transnationaux entre les différents acteurs d'un projet, impliquent la participation active des jeunes et visent à leur permettre de découvrir la diversité des réalités sociales et culturelles et d'être sensibilisés à celles-ci, d'apprendre les uns des autres et d'avoir davantage le sentiment d'être des citoyens européens. Le soutien est axé sur des activités multilatérales de mobilité de groupe mais n'exclut pas des activités bilatérales de ce type.

Les échanges bilatéraux de groupes se justifient tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'une première activité européenne ou d'une activité d'associations de petite taille ou locales sans expérience au niveau européen. Ils sont particulièrement opportuns dans le cas des jeunes défavorisés, afin de renforcer leur participation au programme.

Cette mesure soutient également des activités de préparation et de suivi visant à renforcer la participation active des jeunes aux projets, notamment aux niveaux linguistique et interculturel.

1.2. Soutien aux initiatives des jeunes

Cette mesure soutient des projets dans lesquels les jeunes participent activement et directement à des activités qu'ils ont eux-mêmes conçues et dont ils sont les acteurs principaux afin de développer leur esprit d'initiative et d'entreprise ainsi que leur créativité. Cette mesure s'applique en principe aux jeunes entre 18 et 30 ans, certaines initiatives de jeunes pouvant être réalisées à partir de 15 ans moyennant un encadrement approprié.

Cette mesure soutient des projets conçus par des groupes aux niveaux local, régional et national ainsi que la mise en réseau de projets similaires menés dans différents pays, afin de renforcer le caractère européen de ceux-ci et d'accroître la coopération et l'échange d'expériences entre les jeunes.

Une attention particulière est accordée aux jeunes défavorisés.

1.3. Projets de démocratie participative

Cette mesure soutient des projets ou des activités visant à promouvoir la participation des jeunes à la vie démocratique. Ces projets et activités encouragent la participation active des jeunes à la vie de leur communauté aux niveaux local, régional, national ou international.

Cette mesure est destinée en principe aux jeunes âgés de 13 à 30 ans.

Ces projets ou activités sont fondés sur des partenariats internationaux permettant la mise en commun, au niveau européen, d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques concernant des projets ou activités menés aux niveaux local ou régional, en vue d'améliorer la participation des jeunes aux différents niveaux. Ils peuvent comprendre l'organisation de consultations auprès des jeunes pour connaître leurs besoins et leurs souhaits en vue d'élaborer de nouvelles approches quant à leur participation active dans une Europe démocratique.

Action 2 — Service volontaire européen

Le Service volontaire vise à développer la solidarité entre les jeunes, à promouvoir leur citoyenneté active et à favoriser la compréhension mutuelle entre eux par les mesures suivantes.

Le jeune volontaire participe, dans un pays autre que celui où il réside, à une activité non lucrative et non rémunérée au bénéfice de la collectivité. Le service volontaire européen ne doit pas porter préjudice aux emplois rémunérés, potentiels ou existants, ni se substituer à eux.

Le service volontaire européen s'étale sur au moins deux mois et peut durer jusqu'à douze mois. Dans des cas dûment justifiés, notamment afin de favoriser la participation de jeunes défavorisés, des durées plus courtes et des projets de volontariat permettant la participation de groupes de jeunes peuvent être autorisés.

Cette mesure soutient également des projets de volontariat permettant à des groupes de jeunes de participer collectivement à des activités de portée locale, régionale, nationale, européenne ou internationale dans une série de domaines tels que la culture, le sport, la protection civile, l'environnement et l'aide au développement.

Dans des cas exceptionnels, en fonction des tâches à effectuer et des situations dans lesquelles les volontaires sont déployés, certains types de projets peuvent justifier la sélection de candidats disposant de compétences spécifiques.

Cette mesure est destinée aux jeunes âgés de 18 à 30 ans, certaines activités pouvant cependant être mises en œuvre à partir de 16 ans moyennant un encadrement approprié.

Cette mesure couvre en totalité ou en partie les frais du volontaire, son assurance, ses frais de subsistance et de voyage ainsi que, le cas échéant, une aide supplémentaire pour les jeunes défavorisés.

Cette mesure soutient également les activités visant à former et à conseiller les jeunes volontaires et à assurer la coordination entre les différents partenaires, ainsi que les initiatives visant à faire fond sur l'expérience acquise par les jeunes dans le cadre du service volontaire européen.

Les États membres et la Commission veillent à ce que certaines normes de qualité soient respectées: le volontariat doit comporter une dimension d'éducation non formelle illustrée par des activités pédagogiques visant à préparer les jeunes sur les plans personnel, interculturel et technique, ainsi que par un soutien personnel continu. Le partenariat entre les différents acteurs associés au projet et la prévention des risques sont considérés comme particulièrement importants.

Action 3 — Jeunesse dans le monde

Cette action vise à améliorer la compréhension mutuelle entre les peuples dans un esprit d'ouverture sur le monde, tout en contribuant également au développement de systèmes de qualité qui soutiennent les activités des jeunes dans les pays concernés. Elle est ouverte aux pays partenaires du programme.

3.1. Coopération avec les pays voisins de l'Union

Cette mesure soutient des projets mis en œuvre avec les pays partenaires du programme qui, pour chacun d'entre eux, sont considérés comme des pays voisins selon les dispositions de la politique européenne de voisinage de l'Union et en vertu de l'article 5, paragraphe 2, ainsi qu'avec la Fédération de Russie et les pays des Balkans occidentaux jusqu'à ce que ceux-ci satisfassent aux exigences prévues à l'article 5, paragraphe 1, point d).

Elle soutient les échanges de jeunes, essentiellement multilatéraux sans toutefois exclure les échanges bilatéraux, qui permettent à plusieurs groupes de jeunes issus de pays participant au programme et de pays voisins de se rencontrer pour réaliser un programme d'activités en commun. Cette mesure est destinée, en principe, aux jeunes âgés de 13 à 25 ans. Ces activités, fondées sur des partenariats transnationaux entre les différents acteurs d'un projet, impliquent la formation préalable des personnels d'encadrement et la participation active des jeunes, afin de permettre à ces derniers de découvrir des réalités sociales et culturelles différentes et d'être sensibilisés à celles-ci. Les activités visant à renforcer la participation active des jeunes aux projets peuvent bénéficier d'un financement, notamment lorsqu'il s'agit d'une préparation aux niveaux linguistique et interculturel.

Pour autant que des structures nationales adéquates de gestion soient créées dans les pays voisins, les initiatives de jeunes ou de groupes de jeunes conçues aux niveaux local, régional ou national dans ces pays peuvent être soutenues lorsqu'elles sont mises en œuvre en liaison avec des initiatives similaires dans des pays participant au programme. Il s'agit d'activités que les jeunes ont eux-mêmes conçues et dont ils sont les acteurs principaux. Cette activité est destinée en principe aux jeunes âgés de 18 à 30 ans, certaines initiatives de jeunes pouvant cependant être mises en œuvre à partir de 16 ans moyennant un encadrement approprié.

Cette mesure soutient des activités visant à renforcer la capacité des organisations non gouvernementales dans le domaine de la jeunesse et à assurer leur mise en réseau, en reconnaissant le rôle important que ces organisations peuvent jouer dans le développement de la société civile dans les pays voisins. Elle prévoit la formation des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse ainsi que l'échange d'expérience, d'expertise et de bonnes pratiques entre ces animateurs. Elle soutient les activités susceptibles de permettre la mise en place de projets et l'établissement de partenariats durables et de qualité.

Cette mesure soutient également des projets visant à promouvoir l'innovation et la qualité, dans le but d'adopter, de mettre en œuvre et d'encourager des approches novatrices dans le domaine de la jeunesse. Un soutien financier peut être accordé aux actions d'information destinées aux jeunes et aux personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse.

Cette mesure soutient aussi les activités encourageant la coopération avec les pays voisins dans le domaine de la jeunesse. Il s'agit notamment de promouvoir la coopération et l'échange d'idées et de bonnes pratiques dans le domaine de la jeunesse, ainsi que de mettre en œuvre d'autres mesures de valorisation et de diffusion des résultats des projets et des activités menés en faveur de la jeunesse dans les pays concernés.

3.2. Coopération avec d'autres pays

Cette mesure soutient des activités de coopération dans le domaine de la jeunesse, notamment l'échange de bonnes pratiques avec les autres pays partenaires du programme.

Elle encourage les échanges entre les personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse et facilite leur formation, ainsi que le développement de partenariats et de réseaux entre les organisations de jeunesse.

Des échanges multilatéraux et bilatéraux de jeunes peuvent être réalisés sur une base thématique entre ces pays et les pays participant au programme.

Le financement est accordé aux activités qui font apparaître un effet multiplicateur potentiel.

Dans le cadre de la coopération avec des pays industrialisés, cette mesure ne finance que les bénéficiaires européens des projets.

Action 4 — Systèmes d'appui à la jeunesse

Cette action vise à améliorer la qualité des structures de soutien des jeunes, à promouvoir le rôle des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse, à accroître la qualité du programme et à favoriser l'engagement citoyen des jeunes au niveau européen en soutenant les organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse.

4.1. Soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse

Cette mesure soutient les activités des organisations non gouvernementales travaillant au niveau européen dans le domaine de la jeunesse et poursuivant un but d'intérêt général européen. Les activités de ces organisations non gouvernementales doivent notamment contribuer à la participation active des jeunes citoyens à la vie publique et à la société ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse au sens large.

Pour pouvoir bénéficier d'une subvention de fonctionnement, un organisme doit respecter les dispositions suivantes:

- il doit être juridiquement constitué depuis au moins un an,
- il doit s'agir d'un organisme à but non lucratif,
- il doit être établi dans un des pays participant au programme conformément à l'article 5, paragraphe 1, ou établi dans certains États de l'Europe orientale (c'est-à-dire le Belarus, la Moldova, la Fédération de Russie, l'Ukraine),
- il doit exercer ses activités au niveau européen, seul ou en coordination avec d'autres associations, et sa structure et ses activités doivent couvrir au moins huit pays participant au programme; il peut s'agir d'un réseau européen représentant des organismes œuvrant en faveur des jeunes,

- ses activités doivent être conformes aux principes qui sous-tendent l'action communautaire dans le domaine de la jeunesse,
- il peut s'agir d'un organisme qui œuvre exclusivement en faveur des jeunes ou d'un organisme à visée plus large dont une partie des activités sont destinées aux jeunes,
- il doit associer les jeunes à la gestion des activités menées en leur faveur.

Les organismes bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement sont sélectionnés sur la base d'appels de propositions. Des conventions-cadres de partenariat pluriannuelles peuvent être conclues avec les organismes retenus. Toutefois, les conventions-cadres n'excluent pas la possibilité de lancer des appels de propositions tous les ans pour d'autres bénéficiaires.

Les principales activités des organisations de jeunesse susceptibles de contribuer au renforcement et à l'efficacité de l'action communautaire sont:

- la représentation des points de vue et intérêts des jeunes dans leur diversité au niveau européen,
- les échanges de jeunes et les services de volontariat,
- l'apprentissage non formel et informel et les programmes d'activités destinés aux jeunes,
- la promotion de l'apprentissage et de la compréhension interculturels,
- les débats sur des questions européennes, les politiques de l'Union ou les politiques de la jeunesse,
- la diffusion d'informations sur l'action communautaire,
- les actions favorisant la participation et l'initiative des jeunes.

Au titre de la présente mesure, seuls les frais de fonctionnement nécessaires au bon déroulement des activités normales de l'organisme sélectionné sont pris en compte pour déterminer le montant de la subvention de fonctionnement; il s'agit notamment des frais de personnel, des frais généraux (loyers, charges immobilières, équipement, fournitures de bureau, télécommunications, frais postaux, etc.), des frais de réunions internes et des frais de publication, d'information et de diffusion.

La subvention est accordée dans le respect de l'indépendance de l'organisme quant à la sélection de ses membres et à la définition détaillée de ses activités.

Le budget des organismes concernés doit être cofinancé à hauteur de 20 % minimum par des sources non communautaires.

4.2. Soutien au Forum européen de la jeunesse

Des subventions peuvent être accordées dans le cadre de cette mesure en vue de soutenir les activités permanentes du Forum européen de la jeunesse, ci-après dénommé le «Forum», qui est un organisme poursuivant un but d'intérêt général européen, dans le respect des principes suivants:

- l'indépendance du Forum dans la sélection de ses membres pour garantir la représentation la plus large possible de différents types d'organisations de jeunesse,
- l'autonomie du Forum dans la définition détaillée de ses activités,
- la participation la plus large possible des organisations de jeunesse non membres et des jeunes qui ne font pas partie d'organisations aux activités du Forum,
- la contribution active du Forum aux processus politiques qui concernent les jeunes au niveau européen, en répondant notamment aux demandes des institutions européennes lorsqu'elles consultent la société civile et en expliquant à ses membres les positions adoptées par ces institutions.

Les dépenses éligibles du Forum concernent à la fois les frais de fonctionnement et les dépenses nécessaires à la réalisation de ses actions. Eu égard à la nécessité d'assurer la pérennité du Forum, les ressources du programme sont allouées conformément à la ligne directrice suivante: les ressources annuelles allouées au Forum ne sont pas inférieures à 2 millions d'EUR.

Des subventions peuvent être accordées au Forum sur présentation d'un plan de travail et d'un budget appropriés. Les subventions peuvent être accordées annuellement ou sur une base renouvelable en vertu d'une convention-cadre de partenariat avec la Commission.

Le budget du Forum doit être cofinancé à hauteur de 20 % minimum par des sources non communautaires.

Parmi les activités mises en œuvre par le Forum figurent:

- la représentation des organisations de la jeunesse auprès de l'Union,
- la coordination des positions de ses membres vis-à-vis de l'Union,
- le relais de l'information sur la jeunesse auprès des institutions européennes,
- le relais de l'information de l'Union auprès des conseils nationaux de la jeunesse et des organisations non gouvernementales,
- la promotion et la préparation de la participation des jeunes à la vie démocratique,
- la contribution au nouveau cadre de coopération dans le domaine de la jeunesse qui a été établi au niveau de l'Union,
- la contribution à l'élaboration des politiques de la jeunesse, aux activités socio-éducatives, à l'offre de possibilités de formation ainsi qu'à la diffusion d'informations sur les jeunes et au développement de structures représentatives des jeunes dans l'Europe entière,
- les actions de débat et de réflexion sur la jeunesse en Europe et dans d'autres régions du globe et sur l'action de la Communauté en faveur des jeunes.

4.3. Formation et mise en réseau des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse

Cette mesure soutient les activités qui visent à la formation des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse, notamment les responsables de projets, les conseillers des jeunes et les intervenants pédagogiques dans les projets. Elle soutient également l'échange d'expériences, de connaissances spécialisées et de bonnes pratiques entre les personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse. Cette mesure soutient également les activités qui peuvent faciliter l'établissement de projets, de partenariats et de réseaux durables et de grande qualité. Elle peut, par exemple, comporter des visites d'observation en situation de travail.

Il convient de porter une attention particulière aux activités favorisant la participation des jeunes qui rencontrent le plus de difficultés pour participer à des actions communautaires.

4.4. Projets pour stimuler l'innovation et la qualité

Cette mesure soutient les projets qui visent à adopter, mettre en œuvre et encourager des approches novatrices dans le domaine de la jeunesse. Ces approches novatrices peuvent avoir trait au contenu et aux objectifs, en tenant compte de l'évolution du cadre de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, de la participation de partenaires d'origines diverses ou de la diffusion de l'information.

4.5. Actions d'information destinées aux jeunes et aux personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse

Cette mesure soutient les actions d'information et de communication destinées aux jeunes en améliorant l'accès de ces derniers aux informations pertinentes et aux services de communication, afin d'accroître leur participation à la vie publique et de faciliter la réalisation de leur potentiel en tant que citoyens actifs et responsables. À cette fin, un soutien est apporté aux activités menées aux niveaux européen et national en vue d'améliorer l'accès des jeunes à l'information et aux services de communication, d'accroître la diffusion d'informations de qualité et de renforcer la participation des jeunes à la préparation et la diffusion de l'information.

Cette mesure contribue, par exemple, au développement de portails européens, nationaux, régionaux et locaux visant à diffuser des informations spécifiques auprès des jeunes par toutes sortes de moyens, en particulier ceux que les jeunes utilisent le plus fréquemment. Cette action peut également soutenir des mesures en faveur de la participation des jeunes à la préparation et à la diffusion de conseils et de produits d'information compréhensibles, conviviaux et ciblés, de manière à améliorer la qualité de l'information et l'accès à celle-ci pour tous les jeunes. Toutes ces informations sont diffusées dans le respect des principes d'égalité et de diversité.

4.6. Partenariats

Cette mesure permet de financer des partenariats avec des organismes régionaux ou locaux, dans le but de mettre en œuvre, dans la durée, des projets associant différentes mesures du programme. Le financement porte sur les projets et les activités de coordination.

4.7. Soutien aux structures du programme

Cette mesure permet de financer les structures prévues à l'article 8, paragraphe 2, notamment les agences nationales. Cette mesure permet également de financer les organismes assimilés, tels que les coordinateurs nationaux, les centres de ressources, le réseau EURODESK, la Plate-forme euro-méditerranéenne de la jeunesse et les associations de jeunes volontaires européens, qui jouent le rôle d'organismes de mise en œuvre au niveau national, conformément à l'article 54, paragraphe 2, point c), et paragraphe 3, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002.

4.8. Valorisation

La Commission peut organiser des séminaires, des colloques ou des réunions susceptibles de faciliter la mise en œuvre du programme. Elle peut aussi entreprendre toute action d'information, de publication et de diffusion appropriée et également procéder à une évaluation et à un contrôle du programme. Ces activités peuvent être financées au moyen de subventions obtenues dans le cadre de procédures de marchés ou être organisées et financées directement par la Commission.

Action 5 — Soutien à la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse

Cette action vise à favoriser la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.

5.1. Rencontres de jeunes et de responsables politiques dans le domaine de la jeunesse

Cette mesure soutient les activités permettant la coopération, l'organisation de séminaires et le dialogue structuré entre les jeunes, les personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse ainsi que les responsables politiques dans le domaine de la jeunesse. Ces activités consistent notamment à promouvoir la coopération et l'échange d'idées et de bonnes pratiques dans le domaine de la jeunesse, les conférences organisées par les présidences de l'Union, ainsi que d'autres mesures visant à exploiter et à diffuser les résultats des projets et des activités de la Communauté en faveur des jeunes.

Cette mesure s'étend à la Semaine européenne de la jeunesse; cette dernière pourrait inclure des manifestations organisées dans les États membres et au niveau européen afin de présenter les travaux des institutions européennes, de promouvoir un dialogue entre décideurs européens et jeunes, et de reconnaître des projets de grande qualité soutenus par le programme dans le domaine de la jeunesse.

Cette mesure peut, en particulier, soutenir les objectifs poursuivis via la méthode ouverte de coordination dans le domaine de la jeunesse et le pacte européen pour la jeunesse, ainsi que la coopération entre les activités de volontariat nationales et internationales pour les jeunes volontaires.

5.2. Soutien aux activités visant à améliorer la compréhension et la connaissance du domaine de la jeunesse

Cette mesure soutient des projets spécifiques visant à déterminer les connaissances existantes en ce qui concerne des thèmes prioritaires dans le domaine de la jeunesse définis dans le cadre de la méthode ouverte de coordination. Elle soutient en outre des projets permettant de compléter et d'actualiser ces connaissances et d'en faciliter l'accès.

Elle vise également à appuyer l'élaboration de méthodes pour analyser et comparer les résultats des études menées et de garantir leur qualité.

Le programme peut également soutenir des activités de mise en réseau des différents acteurs du domaine de la jeunesse.

5.3. Coopération avec des organisations internationales

Cette action peut permettre de promouvoir la coopération de l'Union avec des organisations internationales compétentes dans le domaine de la jeunesse, en particulier le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nations unies ou ses organes spécialisés.

INFORMATION

Afin de fournir des exemples de bonnes pratiques et des modèles de projets, une base de données est créée avec des informations sur des idées existantes en matière d'activités pour les jeunes au niveau européen.

La Commission doit mettre à la disposition du public un guide qui explique les objectifs, les règles et les procédures du programme, et notamment les droits et obligations juridiques qui découlent du fait d'accepter une subvention.

GESTION DU PROGRAMME

Allocations minimales

Sous réserve des dispositions de l'article 13, les montants minimaux alloués aux actions sont établis, à la lumière de l'enveloppe financière figurant audit article, comme suit:

Action 1: La jeunesse pour l'Europe 30 %

Action 2: Le Service volontaire européen 23 %

Action 3: La jeunesse dans le monde 6 %

Action 4: Systèmes d'appui à la jeunesse 15 %

Action 5: Soutien à la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse 4 %

Le budget du programme peut également couvrir les dépenses afférentes aux actions de préparation, de suivi, de contrôle, d'audit et d'évaluation directement nécessaires à la gestion du programme et à la réalisation de ses objectifs, notamment des études, des réunions, des actions d'information et de publication, des dépenses liées aux réseaux informatiques en vue de l'échange d'informations, ainsi que toute autre dépense d'assistance administrative et technique à laquelle peut recourir la Commission pour la gestion du programme.

CONTRÔLES ET AUDITS

Un système d'audit par échantillonnage est mis en place pour les projets sélectionnés conformément à la procédure visée à l'article 14, paragraphe 3, de la présente décision.

Le bénéficiaire d'une subvention doit garder à la disposition de la Commission tous les justificatifs des dépenses effectuées pendant une période de cinq ans à compter de la date du dernier paiement. Le bénéficiaire d'une subvention doit veiller à ce que, le cas échéant, les justificatifs qui se trouvent en la possession des partenaires ou des membres soient mis à la disposition de la Commission.

La Commission a le droit de faire réaliser un audit sur l'utilisation qui est faite de la subvention, soit directement par ses agents, soit par l'intermédiaire de toute autre organisation externe qualifiée de son choix. Ces audits peuvent être effectués pendant toute la durée du contrat ainsi que dans les cinq ans qui suivent le versement du solde de la subvention. Le cas échéant, les résultats de ces audits pourront conduire la Commission à prendre des décisions de recouvrement.

Le personnel de la Commission ainsi que les personnes extérieures mandatées par celle-ci doivent avoir un accès suffisant aux bureaux du bénéficiaire, ainsi qu'à toutes les informations nécessaires, y compris sous forme électronique, pour mener à bien ces audits.

La Cour des comptes ainsi que l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) doivent disposer des mêmes droits, notamment le droit d'accès, que la Commission.

Les décisions de la Commission prises en application de l'article 10, les conventions avec les agences nationales, les accords avec les pays tiers participant au programme, ainsi que les conventions et contrats qui y sont liés doivent prévoir notamment un suivi et un contrôle financier de la Commission (ou de tout représentant autorisé par elle), dont l'OLAF, ainsi que des audits de la Cour des comptes, réalisés sur place le cas échéant. Ces contrôles peuvent être effectués auprès des agences nationales ou, si nécessaire, auprès des bénéficiaires de subventions.

La Commission peut également effectuer des contrôles et vérifications sur place, conformément au règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités ⁽¹⁾.

Pour les actions communautaires visées par la présente décision, on entend par «irrégularité» au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995 relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ⁽²⁾, toute violation d'une disposition du droit communautaire ou toute méconnaissance d'une obligation contractuelle résultant d'un acte ou d'une omission par une partie qui a ou aurait pour effet de porter préjudice, par une dépense indue, au budget général de l'Union européenne ou à des budgets gérés par les Communautés.

⁽¹⁾ JO L 292 du 15.11.1996, p. 2.

⁽²⁾ JO L 312 du 23.12.1995, p. 1.



EUROPEAN COMMISSION
Directorate-General for Education and Culture

**Lifelong Learning and Youth in Action programmes
2007-2013
Yearly declaration of assurance 2009
Guidelines for the National Authorities**

Commission européenne, B-1049 Bruxelles / Europese Commissie, B-1049 Brussel - Belgium. Telephone: (32-2) 299 11 11.

http://ec.europa.eu/dgs/education_culture

Table of contents

1. OBJECTIVE.....	4
2. LEGAL FRAMEWORK RELATING TO THE NATIONAL AUTHORITIES (NAU).....	4
2.1. National authority responsibilities.....	4
2.2. Legal relationship between National authority and the National agency 5	
3. ORGANIZATION OF SECONDARY CONTROLS BY THE NATIONAL AUTHORITIES.....	5
3.1. Types of secondary controls	6
3.2. Timing and reporting	6
3.3. Documentation of secondary controls (audit trail).....	6
4. ORGANIZATION OF AUDITS BY THE NATIONAL AUTHORITIES	7
5. METHODOLOGICAL APPROACH.....	7
5.1. NA systems and procedures	8
5.2. Yearly NA Report	8
5.2.1. Content of the report	8
5.2.2. Activity report.....	9
5.2.3. Financial report.....	9
5.2.4. Completeness check.....	10
5.2.5. Controls on the activity report.....	10
5.2.6. Controls on the financial report of the National Agency	10
6. REASONABLE ASSURANCE	12
6.1. Materiality	12
6.2. Classification and rating framework for qualifications.....	13
7. PROCEDURE.....	13
8. COMMUNICATION AND TROUBLESHOOTING.....	14
9. USEFUL CONTACTS	15
Questions on the Declaration of Assurance (Methodology, control approach, procedures).....	15
Questions on specific programme rules (Yearly report, Guide for NAs, Guide for applicants, Call for proposals, Programme Guide).....	15
ANNEXE 1 - SYSTEMS OF CONTROLS	16
ANNEXE 2 - REGULATORY FRAMEWORK - REQUIREMENTS FOR THE NATIONAL AGENCIES	17

ANNEXE 3 - CHECKLISTS FOR COMPLETENESS CHECK – YOUTH IN ACTION.....	20
ANNEXE 4 - CHECKLISTS FOR COMPLETENESS CHECK – LLP	22
ANNEXE 5 - CLASSIFICATION FRAMEWORK FOR NATIONAL AGENCIES.....	26
ANNEXE 6- EXAMPLE OF TERMS OF REFERENCE FOR FINANCIAL AUDITS	32
ANNEXE 7 - FORMS FOR DESIGNATION/ CHANGE OF THE NATIONAL AUTHORITY	36
ANNEXE 8 - EXAMPLE OF WORKFLOW "SUPERVISORY CONTROLS PERFORMED BY EXTERNAL AUDITORS"	38

1 OBJECTIVE

The purpose of this document is to establish a harmonised approach and support the National Authority of the participating countries to achieve the reasonable assurance on the implementation of LLP and Youth in Action programmes and, thus, provide the basis of the assurance for the Commission (see annexe 1).

2 LEGAL FRAMEWORK RELATING TO THE NATIONAL AUTHORITIES (NAU)

2.1 National authority responsibilities

In the framework of DG EAC programmes the responsibilities of the Member States are carried out by the National Authorities that have been designated in accordance with the EC decision on respective responsibilities.¹

In accordance to the programmes legal bases^{2 3} the National Authority's responsibility is: a) setting up and managing the system of national controls b) providing the declaration of assurance, c) assuming financial responsibility in case of mismanagement under certain circumstances d) ensuring adequate co-financing.

a) With regards to control systems the "Member States take the necessary steps to ensure appropriate audit and financial overseeing of the National Agencies"⁴. The National Authority has to put in place so-called secondary controls that aim to give reasonable assurance that the systems and so called primary controls are effective.

b) With regards to Yearly Declaration of Assurance the " Member States provide the Commission with a Declaration of Assurance each year as to the reliability of the financial systems and procedures of the National Agencies, and the probity of their accounts"⁵. The declaration encompasses the reliability of the financial systems and procedures of the National Agencies, the probity of their accounts, the use of resources and compliance of the control procedures which aim to guarantee the legality and regularity of the underlying transactions.

c) With regards to financial responsibility, the National Authority is responsible for the funds not recovered in case of irregularity, negligence or fraud attributable to the

¹ Article 2 of the EC decision C(2007) 1807 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Lifelong Learning Programme (2007-2013) and of the EC decision C(2007) 1828 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Youth in Action programme (2007-2013)

² Article 6.4 of the EC decision C(2007) 1807 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Lifelong Learning Programme (2007-2013) and of the EC decision C(2007) 1828 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Youth in Action programme (2007-2013)

³ Decision No 1720/2006/EC of the European Parliament and of the Council of 15 November 2006 establishing an action programme in the field of lifelong learning - art 6.2 d) and Decision No 1719/2006/EC of the European Parliament and of the Council of 15 November 2006 establishing the programme "Youth in Action" - art 8.6 d)

⁴ Decision No 1720/2006/EC of the European Parliament and of the Council of 15 November 2006 establishing an action programme in the field of lifelong learning - art 6.2 d) and Decision No 1719/2006/EC of the European Parliament and of the Council of 15 November 2006 establishing the programme "Youth in Action" - art 8.6 d)

⁵ Legal basis LLP: article 6.2 d ii) . Legal basis Youth in action: article 8.6 d) ii)

National Agency, where this gives rise to claims by the Commission against the National Agency which are not completely recovered⁶.

d) with regards to the obligation of co-financing the national authority is responsible for adequate and timely funding of the NA so that it can satisfactorily carry out the activities and achieve the objectives of its work programme.

2.2 Legal relationship between National authority and the National agency

The results of EC controls have shown that some National authorities have not complied with their obligation to formalize or to update the documents referring to their relationship with the National Agency at national level. This was a minimum requirement for the ex-ante declaration.

Article 6 of the Decision on respective responsibilities states that the document(s) governing the relationship shall include at least provisions on:

- (1) the structure in charge of monitoring and supervising the work of the NA;
- (2) the national control and audit system;
- (3) the national financial contribution to support the activities of the NA in and any other financial contribution for other projects or activities of the NA in relation to the Programme ;
- (4) the mechanisms for defining national priorities for the Programme actions;
- (5) the measures for monitoring and assessing projects by the NA with a view to the Programme achieving its objectives at national level and, in particular, to contribute to modernisation of the lifelong learning systems and youth and practices;
- (6) the conditions for termination of the relationship.

3 ORGANIZATION OF SECONDARY CONTROLS BY THE NATIONAL AUTHORITIES

It is the responsibility of the National Authority to set up the system of secondary controls and choose the most appropriate means to achieve the reasonable assurance.

The purpose of this section is to provide the National Authority with guidance on the control objectives and give some examples on possible approaches to be taken as it is not possible for the Commission to reflect the specificities of all national control systems.

The results of the secondary controls are the basis for establishing the Yearly declaration of assurance that encompasses the reliability of the financial systems and procedures as well as of the Yearly NA report on activities, financial information, legality and regularity of the underlying transactions (probity of accounts) and matching of financial tables included in the Yearly NA report with the accounting system.

⁶ Legal basis LLP: article 6.2 e) Legal basis Youth in action: 8.6d iii); Point 14 of the Annex to decision 1720/2006/EC of the European Parliament and the Council. and paragraph "Checks and Audits " of the Annex to Decision n° 1719/2006/EC of the European Parliament and the Council; Guide for National Agencies paragraph n°3.10 .

3.1 Types of secondary controls

The secondary controls can be various and have specific objectives. Experience has shown that National authorities' controls systems are often based on a combination of audit activities and monitoring activities.

Audit activities are the necessary basis for the assurance. They are carried out by the National authority audit or inspection services and/or mandated by the National authority to external parties (private auditors, public sector audit services). They are:

- Systems audits (compliance) on NA systems and procedures
- Financial audits on the Yearly NA report financial statements, including reports on primary checks

Monitoring activities are complementary tools for the assurance and are generally carried out by NAU staff. They include a.o.:

- Regular on-the spot visits of the National authorities' staff to the National agency for the purpose of reviewing internal control systems and procedures, discuss follow up of recommendations, review of files.
- Accompanying visits by the National authority to some of the NA on-the spot checks to beneficiaries with the purpose of reviewing the procedures applied by the NA.
- Regular monitoring of performance through meetings and reports
- Desk review by the National authority services on the Yearly NA (activity) report.

3.2 Timing and reporting

The supervision of the National authority should be a "permanent" activity.

The controls of the National Authority can logically be carried out until the date of the declaration (due by 30th April of the year N+1). However, the National Authority should take into account that the certain controls, notably on the systems and procedures, can, and should, be spread evenly during the year N, whereas, logically, audits related to the different sections of the yearly report can only be carried after the submission of the Yearly Report to the National Authority.

In annex 4 the National authority should explain how controls have been organised and carried out in the year of reference.

3.3 Documentation of secondary controls (audit trail)

The process leading to the declaration has to be structured, systematic and documented. The National Authority has to keep a full audit trail of the national controls. These include the output of all activities related to National authority controls such for example audit reports and working papers, monitoring visits reports, results of National authority reviews, minutes of meetings with the National agency.

These files have to be systematically updated and completed in view of the future yearly declarations.

If the National Authority entrusts external auditors of carrying out secondary controls, they shall keep all relevant documents concerning the contractual relationship: i.e. terms of reference, contract, correspondence, reports...

The Commission may proceed to a check of this documentation, including external auditors' working papers, as a part of its supervisory controls.

These documents shall be made available also upon request by the European Court of Auditors and OLAF.

4 ORGANIZATION OF AUDITS BY THE NATIONAL AUTHORITIES

The National Authority can base its declaration on a) work carried out by its own professionally competent staff provided that adequate professional and ethical standards have been respected b) work carried out by independent and professional auditors.

The legal responsibility for organising secondary controls lies with the National authority who, consequently, is responsible for giving mandate to the auditors and supervising them (a.o. definition of terms of reference, quality verification of audit approach, audit scope and output, review of audit files). Therefore, it is necessary that the National Authority has an adequate understanding of generally accepted auditing standards and techniques. An example of workflow is given at annexe 8.

Auditors (internal staff or external bodies) have to prepare their work properly, understand the objectives of their controls, have audit experience of the public sector and carefully document the conclusions of their work. The National authority should ensure that the auditors have no conflict of interest with the National agency: they should have no contractual relationship with the National agency (this includes any tasks of internal audit delegated by the NA itself).

Such auditors might be audit companies (entities recognised by the Directive 2006/43/CE), Supreme Audit Institutions (SAI) or specialised inspection and control bodies.

The main conditions for accepting the work done, either by internal staff or external bodies are:

- An adequate professional capacity and competence (qualifications, skills and experience)
- Respect of relevant professional and ethical standards

In their report, external auditors should refer to either International Standards on Auditing (ISA) or to Intosai standards. In case where the auditors belong to specialised control bodies (such as 'grande inspection' or 'inspecteur de finances') it is useful to check what professional standards are applied. Auditors (internal staff or external bodies) should describe in their report the audit scope, the methodology applied, their conclusions and they should qualify weaknesses (see paragraph 6.1below) and quantify the errors found on the financial report.

5 METHODOLOGICAL APPROACH

The National authority should set, and keep updated, a methodological approach for secondary controls addressing the control objectives described below. This approach should be the basis for, a.o., establishing terms of reference for the auditors and completing annexe 4 of the declaration.

5.1 NA systems and procedures

The National Agencies are requested to implement an adequate level of internal control. The secondary controls in this area should address the existence and functioning of the NA internal control procedure as set out in the regulatory framework (see annexe 2).

In this area the control objectives are typically those of a compliance audit, meaning checking the correlation between the regulatory framework and the actual practice of the NA.

The National Authority has to develop an approach as to base its conclusion on adequate checks. The checks can be planned in order to cover, in a multiannual perspective (e.g. check every 3/5 years), the internal control systems and whole set of procedures of the NA .

In that context, if the results of a particular test do not result in any particular findings, repeating the same test each year would probably lead to a waste of resources. Ideally the National Authority should develop an approach where all new procedures are checked and procedures where anomalies were found in the previous year should be checked again. Moreover, the National Authority's attention is drawn to the fact that control objective of assessing the adequacy and effectiveness of procedures governing the reliability of financial data contributes to the assurance on the probity of the accounts (i.e. assurance that no material misstatements exist in the examined data).

The National Authority has to verify that adequate and timely follow up of "open" recommendations resulting from previous controls (Declaration of assurance, national controls etc) has been carried out and define control objectives in order to test that remedial actions have been implemented correctly.

Examples:

- (1) Sufficient resources: Have an adequate number of competent and trained staff.
- (2) Internal control: The systematic use of adequate checklists for checking final reports received from beneficiaries.
- (3) Respect of conditions: The National Agency has to assess and approve the final report received from the beneficiary within 45 days of its receipt. Check that the procedure exists, is understood by NA staff and applied.

5.2 Yearly NA Report

5.2.1 Content of the report

The yearly report is the reporting tool by which the National Agencies inform their National Authority and the Commission on the management and implementation of the programme. It contains – in a structured format – all relevant management and financial information which shows a precise and reliable reflection of the situation at the end of the year as well as the transactions during the year.

The yearly declaration presented in the year n encompasses the reports on decentralised action funds managed by the National Agency in the year n-1.

The yearly report is the basis for all checks and audits to be undertaken by National Authority and by the Commission, thus a proper audit trail⁷ should exist between the information contained in the report and the underlying transactions. It should be possible as well to follow the NA process to prepare the Yearly report.

The yearly report consists of two parts: a) activity report b) financial reports and reports on checks of beneficiaries.

5.2.2 Activity report

The activity report includes information on the implementation of the programme, as well as on the NA performance and compliance with minimum requirements as defined in the Commission-NA agreement.

In particular it outlines:

- a) the NA management appreciation of the relevant year of the programme implementation;
- b) updated information on the level of human resources;
- c) information on the NA performance related to the programme support activities (following the structure of the 2009 NA work programme and identifying the minimum required activities established in the Specifications for the 2009 NA work programme);
- d) a self-assessment on NA compliance with minimum requirements (resulting from the Guide for NAs and referred to specifically in the Commission-NA agreement). Please note that, as a counterpart of the simplification of Financial reports in 2009, a set of questions relating to the management of bank accounts and treasury management has been added to this list.;
- e) information concerning the implementation of each of the sectoral programmes/actions.

5.2.3 Financial report

The financial report includes:

- a) a list of bank accounts with, for each bank account, the ending balance and interest earned.
- b) Financial reports including checks of beneficiaries reports for each COM/NA agreement.
- c) Information on management of recoveries.

⁷ The audit trail is meant to be sufficient when the accounting system ensures that all individual transactions (mainly payments but also receipts or reclassifications) can be traced back to the presented NA financial statements and vice versa that these financial statements can be traced back to the individual transactions. All these individual transactions must be adequately justified with supporting documents, such as signed contracts, reports, bank statements proving payments, etc. and it has to be possible to trace back the persons who have entered or authorised these transactions.

d) Information on fraud cases.

5.2.4 Completeness check

The National Authority should check the completeness of the Yearly NA report before carrying out its own controls. A second check, including the Declaration of assurance documents, should also be carried out before the files are submitted to the Commission (see Annexes 3 and 4).

5.2.5 Controls on the activity report

The National authority should make a critical review of the activity report in order to be able to confirm that the information contained in the report corresponds to the reality. This review should include the performance of the National agency, according to the key controls listed in annexe 5.

As regards compliance of NA procedures and level of resources, the National authority should cross-check the information provided by the NA with the results of its own controls (audits and monitoring controls) and, where this applies, with the information provided in the financial report (for example as regards management of bank accounts and treasury management and checks on beneficiaries).

Special attention should be paid to the observations of the Commission on the previous Yearly report especially to those on the NA performance. The National authority should seek for explanations by the NA if deviations from the agreed work programme are found.

In relation with the statistics reported, the National Authority should verify that they are the result of a correct encoding in the Commission information systems (LLPlink/Youthlink).

5.2.6 Controls on the financial report of the National Agency

The National Authority will focus the control work on 2009 transactions, including checks of beneficiaries, unless DG EAC has recommended the National authority to re-perform or extend the controls on previous years' transactions.

With regards to the financial report the secondary controls encompass the following elements:

- (1) List of bank accounts (the situation as per 31/12/2008 and 31/12/2009 and changes occurred in 2009: ending balance, type of accounts, interest earned).
- (2) The financial reports including check of beneficiaries reports of decentralised action agreements that were not yet closed⁸ taking into account the list given by DG EAC in annex 2 of the evaluation conclusion letter on the Declaration of assurance 2008. . This report reflects cumulative figures since the start of each of the agreements. Hence the

⁸ Closed means that all final grant amounts have been determined and all payments in favour of grant beneficiaries have been made, thus implicitly some ex-post checks might still be ongoing and all refunds resulting from issued recovery orders might not yet have been cashed

coherence with figures reported in the previous year should be checked. In addition, for the Youth in Action Programme, the checks include a careful examination of the contracts and payment transactions made for the 'Training' activities of the EVS (under Action 2) and of the 'TCP – Training and Cooperation Plan' (Action 4.3) as the two actions are directly carried out by the National Agency.

- (3) The data on recovery orders (the situation as per 31/12/2008 and 31/12/2009 and changes occurred in 2009).
- (4) The data on cases of fraud (the situation as per 31/12/2008 and 31/12/2009 and changes occurred in 2009 – note that the report of 31/12/2009 does not request reporting of serious irregularities).

The National Authority has to ensure that an adequate level of testing is performed by the auditors. It is good practice is that the level of tests is planned by the auditors (and accepted by the National authority) on the basis of their risk analysis.⁹ Tests should cover all types of transactions (commitments payments, recoveries ...), all agreements included in the report and all types of actions. The percentage of tests should be planned in order to achieve the reasonable assurance that major errors or frauds and systemic errors are detected. The percentage of tests is inversely proportional to the number of transactions (2009 population). In other words, the higher the number of transactions is, the smaller the number of tests will be. If anomalies are detected the auditors should analyse the source of errors and, if necessary, enlarge the number of tests.

The control objectives are those typically used for financial audits:

- 1) Transactions that should be recorded have been recorded (completeness);
- 2) Recorded transactions did take place (existence);
- 3) Transactions have been correctly valued (valuation);
- 4) Transaction have been recorded in the proper period (cut-off);
- 5) Transactions have been correctly classified (classification).
- 6) In addition, transactions have been carried out in compliance with the regulatory framework (compliance).

Examples:

- 1) Completeness: All the bank accounts used for the management of the EU funds have to be properly disclosed;

⁹ DG EAC has presented the methodological approach on the 17/12/2007 at NAU meeting see : http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/national/0308/secondary_en.pdf

- 2) Existence: the beneficiary final financial report is a basic document needed for establishing the final grant amount. Without such a report no final payment can be proposed. But, it is not enough that this report exists, but also the elements of it also have to be evidenced: participants, activities, travels, ...
- 3) Valuation: the daily/weekly allowance used to establish the grant allocated to a project corresponds with that published in the call for proposals;
- 4) Cut-off: check that a reimbursement made of an excess prefinancing payment has been made during the reporting period;
- 5) Classification: check that the grant has been reported in the correct sub-action;
- 6) Compliance: make sample of final payments and compare the time used for payments with the maximum allowed period for analysis/approval and payment/recovery..

An example of terms of reference for financial audits is attached at annexe 6.

6 REASONABLE ASSURANCE

The National Authority will make its assessment on the basis of the results of the control mechanisms put in place to supervise the NA, including performance of third parties working on its behalf (as the external auditors or inspection services).

The assurance has to be based on the verification a) that processes in the NA have been working as designed and b) of the quality of NA report and the probity of financial information provided within.

The results of controls have to be made available to and examined by the National Authority before the Declaration of assurance is sent to the Commission.

6.1 Materiality

When building the assurance the National Authority will probably be confronted with weaknesses or errors of various natures and will have to make judgements on the degree of importance of these weaknesses or errors and their possible impact on the declaration. In other words, the National Authority will have to judge if it has to qualify its declaration of assurance, by informing the Commission on weaknesses or errors found.

A weakness or error is considered material in case that it affects the conclusion made by the National Authority to the Commission. If the error/weakness detected by the national controls has been corrected before the Yearly declaration of assurance and the Yearly report is submitted to the Commission, the National authority has not to disclose it, but should keep in its files, for control purpose, adequate documentation of the remedial action.

The National Authority can use different parameters in order to determine if an error / weakness has to be reported such as: significant weaknesses in the control system of the National Agency, weakness in the system of primary controls, recurring errors or risk of damage to the reputation of the Commission. Justification as to why a given

weakness is or is not reported shall always be documented in the National authority files (see paragraph 3.3).

As regards system weaknesses the classification and rating framework described below should be used for assessing the weakness found. If the weakness can be classified as critical, very important or important then it should be disclosed.

The weaknesses/errors identified by the National Authority as well as the remedial actions associated (action plan) have to be listed in annex 3 of the declaration.

If the National Authority is confronted to the extreme situation that prevents issuing the declaration (e.g. impossibility to carry out the controls, "negative" assurance) then it should inform the Commission immediately.

6.2 Classification and rating framework for qualifications

DG EAC has developed a common classification and rating framework (see annex 5). The observations issued by DG EAC on the Declarations of assurance have already been classified according to this reference framework. The National Authorities should refer to the common framework when reporting the weaknesses resulting from national controls. This will facilitate the analysis and reporting on the results of controls and enhance communication between DG EAC and National Authorities.

The domains of controls regarding the National Agency are classified in 4 categories:

- a) Existence and legal personality
- b) Infrastructure and resources
- c) Internal control system
- d) Performance

Each of these categories encompasses a number of sub-categories to which each observation/qualification has to refer to. Under each category key elements of control have been identified.

Four possible ratings are possible:

- a) Critical: means that a key element of the management and control system is not at all compliant with EC requirements
- b) Very important: means that there is a serious deficiency on a key element of the management and control system
- c) Important: means that an element of the management and control system functions poorly.
- d) Recommended: means that a less important element of the management and control system functions poorly, entails risks, is not efficient or too costly.

7 PROCEDURE

One declaration per programme is requested. In cases where the LLP programme is managed by more than one National Agency one declaration per NA yearly report is requested.

The National Agency's deadline for sending the Yearly NA report to the National Authority is 28 February. The National authority's deadline for sending the Declaration of Assurance to DG EAC is 30 April.

The Yearly NA Report is to be considered as received by the Commission upon receipt of the corresponding signed and dated paper copy of Yearly Declaration of Assurance issued by the National authority. DG EAC will proceed, then, to the analysis of the Yearly Declaration of assurance and the Yearly NA Report, will communicate the results of the assessment to the National authority and the National agency and will then proceed to the contractual closure, as applicable, of the decentralised action agreements as well as to payment or recovery of outstanding amounts. However, interests earned on EU pre-financing and recovery of amounts recovered by NAs from beneficiaries in relation to formerly closed decentralised action agreements will be recovered upon receipt of the Yearly Declaration of assurance and the Yearly NA Report.

The Declaration of Assurance should be issued by the person who is legally authorised to act on behalf of the Member State as defined in Article 2 of the EC Decision on respective responsibilities.

The person signing has to be the same as the one that has been designated and notified to the Commission. If any changes have occurred then the Member State/ Participant Country has to inform the Commission accordingly through its Permanent Representation/Embassy (see annexe 7).

The original signed declaration and its annexes have to be addressed by 30 April:

European Commission
DG Education and Culture Director General
1049 Brussels
Belgium

The electronic version of the declaration has to be:

- For LLP: **uploaded** in the dedicated National Agency folder in CIRCA
- For YiA: **addressed** to the functional mailbox: EAC-YIA-NA-reports@ec.europa.eu

8 COMMUNICATION AND TROUBLESHOOTING

DG EAC services have a supportive approach with respect to the difficulties National Authority may encounter in the process of establishing their Declaration.

The National Authority should not hesitate to ask for support and advice on methodological issues whenever problems arise.

Should a major difficulty arise during the controls or as an output of these, the National Authority should immediately inform in writing the Commission of the nature and the possible consequences of the problem.

9 USEFUL CONTACTS

Questions on the Declaration of Assurance (Methodology, control approach, procedures)

DG EAC R4 Quality of financial management unit

Francesca Pagnossin + 32 2 29 94954

Michel Depaepe + 32 2 29 56768

Email: EAC-DECLARATION-ASSURANCE@ec.europa.eu

Questions on specific programme rules (Yearly report, Guide for NAs, Guide for applicants, Call for proposals, Programme Guide)

DG EAC B1 – Coordination unit for the Lifelong Learning Programme
Alenka Kampl:

Tel.: +32 2 29 68733

E-mail: EAC-LLP-NA-reports@ec.europa.eu

DG EAC D2 - Youth in Action unit

Arnaud Dupont:

Tel.: +32 2 29 89320 E-mail: EAC-YIA-NA-reports@ec.europa.eu

Annexe 1 - Systems of controls

The single audit concept results from the situation where the Commission has responsibility for implementing the budget and yet most of the EU funds are managed, spent and controlled by Member States, Candidate Countries and other participating countries.

Single audit allows avoiding the unnecessary overlapping of controls over beneficiaries and managers of EU funds. It assumes a coherent and integrated control and audit architecture for EU funds at both the European and national levels, which in turn, leads to more transparency and accountability.

The integrated control system is based on the assumptions that a) for each control level the objectives, the methodology and the means are defined, b) the control work is documented (transparency) and c) controls are carried out by competent persons/relevant services.

Strengthening the relationship between the Commission and the Member states is an essential precondition of successful implementation of the single audit concept.

The control system at the national level is based on:

- Primary controls: controls carried out by or under the responsibility of the National Agency on the decentralised actions that it manages;
- Secondary controls: controls on the systems (in particular on the operation of primary controls) under the responsibility of the National Authority, assisted by an audit organisation.

The Commission controls (so-called supervisory controls) aim to review the national control systems. After the starting phase (which included the assessment and follow-up of the Ex-ante Declaration of Assurance), which aims to ascertain that all countries have put in place adequate control systems, the Commission controls are planned and performed on a risk-based approach¹⁰. These controls are carried out both through documentary and on-the-spot checks, cover the National Authority controls and can include all other levels of implementation (on a test based approach). The control effort of the Commission will be inversely proportional to the demonstrated quality of the national control system.

The European Court of auditors also carries out each year independent controls over the integrated control system at all levels (supervisory, secondary and primary control), according to its mandate.

¹⁰ The Commission selects the national systems to be audited mainly using the MUS (Monetary unit sampling). Specific audits are added to those on judgemental basis.

Annexe 2 - Regulatory framework - Requirements for the National Agencies

The objective of this section is to provide the National Authority with the necessary information on the regulatory framework applicable to the National Agencies.

1. Legal Bases

As regards the minimum requirements for the National Agencies systems and procedures the legal bases set legal, organisational, operational and financial requirements.¹¹

The EC decisions on respective responsibilities define the activities of the National Agencies, the reporting rules as well as the internal control references.¹²

2. The Commission-NA agreement

The Commission-NA agreement governs the management of the Community contributions to the operating costs of the National Agency and of the EC funds allocated to the decentralised actions grants.

The most relevant provisions of the Commission-NA agreement in the context of the present guidelines are:

- the reference to the latest qualifications expressed by letter of DG EAC Director General and for which corrective action has to be taken within a certain delay;
- the level of budget allocate for EC co-financing of the NA operating costs and the budget allocated for decentralised actions grants.
- the reporting rules, in particular as regards to a) **the obligation to report by the 28/2/2010 to the National Authority**, b) the fact that the date of reception of the report by the Commission corresponds to the date of reception of the Yearly Declaration of Assurance;
- the financial corrections mechanisms.

3. Guide for National Agencies

The Guide is an annex of the Commission-NA agreement. It sets the common requirements for the internal control system and procedures of the National Agencies. The internal control standards are based on the COSO model¹³. The procedural and financial requirements are based on the Financial Regulations and specific programme rules. The Guide is updated annually.

¹¹ Legal basis LLP: article 6.2 b). Legal basis Youth in action: article 8.6 b)

¹² Articles 4,8,11 and annexes 1 and 2 of the EC decision C(2007) 1807 and of the EC decision C(2007) 1828 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies

¹³ COSO (Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission) definition of internal control: Internal control is a process, effected by an entity's board of directors, management and other personnel, designed to provide reasonable assurance regarding the achievement of objectives in the following categories: Effectiveness and efficiency of operations, reliability of financial reporting, compliance with applicable laws and regulations <http://www.coso.org/key.htm>

The Guide is the main source of reference for services in charge of the verifications of NA systems and procedures, and should also be used as a reference for auditors mandated by the National Authority.

Part 2 of the Guide regulates the organisational aspects, in other words it sets the minimum standards for the control activities (i.e. documentation of procedures, segregation of duties, authorization..), the organisation (ethics, staff) and financial management (accounting systems, management of bank accounts).

Part 3 of the Guide regulates the National Agency 's procedures for managing the project life cycle.

The attention of the National Authority is drawn in particular on the description of the key element of the control system that are considered to be essential to ensure the legality and regularity of the operations supported by the EC budget. A serious weakness affecting these controls may result in financial corrections in decentralised actions funds¹⁴:

- Checks and controls on the grant award procedure;
- Checks of grant beneficiaries;
- Controls on recoveries;
- Follow up of cases of irregularity and fraud;
- Monitoring and support to beneficiaries;
- Segregation of duties;
- Treasury management.

Part 5 regulates the use of EU funds. In those sections there are two points for the attention of the National Authority. The first one refers to the NA operating grant, the second to the budgetary management of the EU funds for decentralised actions.

NA operating grant: this paragraph should be read in relation to paragraph 7.2 of this note. As the operating grant is paid as a flat rate amount the analytical verification of the eligibility of the individual items of expenditure is not required according to the EC rules. The “exactness” of the amount is calculated ex-ante, and represents the EC contribution (co-financing) to the NA operating costs.

However, if the National Authority reaches the conclusion, by direct or indirect controls, that resources made available through the flat rate operating grant have not been used for the intended purpose or if the principle of sound financial management has not been respected and, as a consequence, the use of the grant risks putting at stake the reputation of the Commission or having a negative impact on the execution of the EC budget, the National Authority has to report on this issue.

¹⁴ Article 18 of the Commission-NA agreement

The operating grant is paid quarterly to the National Agencies and is not considered to be a pre-financing. Consequently, the NA is not expected to report on interests generated or accrued.

Decentralised action funds: Part 5 also sets the rules on budgetary management by the National Agencies. The simplification introduced by the "single" Commission-NA agreement means for the LLP National Agencies have to put in place a system of budget follow up of sectoral programmes in view of monitoring compliance with the legal basis requirements in terms of budget allocation.

4. LLP: LLP Guide and Call for proposals / Youth in action: Programme guide

For the Lifelong Learning programme the LLP Guide contains basic information on the content of actions eligible for support, the target public, implementation rules etc. The yearly Calls for Proposals set out the specific conditions in relation to applications submitted under this Call, including the criteria applicable to the selection and grant award and basic administrative, contractual and financial rules for the decentralised actions. It gives details of which rules apply as such across all participating countries, as well as which ones can be adapted to national needs/preferences.

The same kind of information is included in the Youth in action Programme Guide and the Addendum to the Programme Guides (2007 version and the related Addendum, as well as the 2008 and 2009 version)s..

As regards LLP decentralised actions in 2009, the National Authority should pay attention to:

- a) the publication of the LLP Guide and Call for Proposals at national level, in conformity with the Guide for NAs (notably sections 3.1, 3.2 and 3.3);
- b) the respect of criteria and priorities set out in the LLP guide Call for Proposals during the grant award procedure (cf. section 3.6 of the Guide for NAs);
- c) the correct application of calculation formula and maximum grant amounts applied by the NA as set out in the LLP Guide.

As regards the Youth in Action decentralised actions in 2008 the National Authority should pay attention to:

- a) the respect of criteria set out in the Programme Guide during the grant award procedure (cf. section 3.5 of the Guide for NAs).
- b) the respect of applicable funding rules specified for each action, including the lump sums and flat-rate financings applied by the NA, as set out in the Programme Guide and its Addendum.

Annexe 3 - Checklists for completeness check – Youth in action

Declaration of assurance 2009 <u>Youth in Action</u> Checklist for verifying completeness
--

2009 Declaration of Assurance for Youth and Youth in Action Checklist for verifying completeness (National Authority)
--

Mis en forme : Police :10 pt

<u>Yearly NA report</u>	Hard copy	Electronic version
Is the Declaration (cf. first page of the activity report) signed and dated by the NA legal representative?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Are the following parts included in the report?		
Part A – Activity report		
A.1 - Activity report	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Are all questions in the activity report adequately covered?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	
Promotional material: copies of all promotional material (i.e. leaflets, brochures, press-cuttings, relevant link to website, ...) produced by the NA in 2009 shall be provided	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	
A.2 – Statistics 2009	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
A.3 – Statistics final report 2006 Youth and Cross Border (if applicable)	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Part B: Financial reporting consists of:	Hard copy	Electronic version
B.1 – Bank accounts	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
B.2.1 - C.1 – Financial report 2000-2006 Youth Programme & Primary controls		
- 2004 final financial report (if not closed with YR2008)	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
- 2005 final financial report (if not closed with YR2008)	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
- 2006 final financial report (should be closed within YR2009)	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
B.2.2. - C.1 – Financial report Youth in Action Programme & Primary controls		
- 2007 intermediate financial report	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
- 2008 intermediate financial report	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
- 2009 intermediate financial report	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
B.2.3 - C.1 – Financial report Crossborder 2000-2006 Youth		

Programme & Primary controls		
- 2004 final financial report (if not closed with YR2008)	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
- 2005 final financial report (if not closed with YR2008)	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
- 2006 final financial report (should be closed within YR2009)	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
B.3 – Recoveries	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
B.4 – Fraud cases	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Has a C.1 file sheet been completed for each agreement for which a final financial report was submitted before the 2009 Yearly NA report but for which the NA has undertaken part of the minimum required checks of beneficiaries in the course of 2009?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Is the Yearly NA Report complete?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	

<u>2009 Declaration of Assurance by the National Authority</u>	Hard copy	Electronic version
Is the Declaration identical to the model provided by the Commission?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Is the Declaration of Assurance dated and signed?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Are all annexes included and complete:		
– Annex 1: 2009 Yearly NA Report	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
– Annex 2: List of remedial actions	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
– Annex 3: National Authority observations and action plan	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
– Annex 4: Secondary controls	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>
Is the person having signed the Declaration as National Authority the same as the one who has been designated to DG EAC according to Article 2 of the EC Decision on the respective responsibilities?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	
If there has been a change of the person designated as National Authority, has this change been formally notified to DG EAC via the Permanent Representation of the country concerned (see notification model in annex 7 of the Guidelines for NAU)?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	
Are data complete, correct and consistent in all parts of the document (name of the programme, year, country, name of the National Agency, date of the Yearly NA Report, reference n° of the EC Decision, annexes indicated in the certificate are attached)?	YES <input type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/>	

Annexe 4 - Checklists for completeness check – LLP

2009 Declaration of Assurance for the Lifelong Learning Programme

Checklist for verifying completeness (National Authority)

2009 Yearly NA Report	Hard copy		Electronic version	
1) Is the Declaration (cf. first page of the on-line report) signed and dated by the NA legal representative?	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
2) Are the following parts included in the report?				
Part A – Activity Report: are all questions in the on-line report adequately covered?	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
Part A - Annexes				
<i>A.1 – Statistical annexes Comenius: 7 files (in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part A-1-Statistics-COM-A-School Partnerships indicators 2007 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-1-Statistics-COM-B-In-Service Training indicators 2008 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-1-Statistics-COM-C-Assistantship indicators 2008 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-1-Statistics-COM-D-Preparatory visits indicators 2008 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-1-Statistics-COM-E-Initial Teacher Training indicators 2008 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-1-Statistics-COM-F-Individual Pupil Mobility indicators 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-1-Statistics-COM-G-Regio Partnership indicators 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
<i>A.2 – Statistical annex Erasmus: 1 file (in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part A-2-Statistics-ERA 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
<i>A.3 – Statistical annexes Leonardo da Vinci: 5 files (in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part A-3-Statistics-LDV-A-LDVII-mobility 2007	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-3-Statistics-LDV-B-mobility 2008	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-3-Statistics-LDV-C-LDVII pilot projects - TOI	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-3-Statistics-LDV-D-Partnerships indicators 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-3-Statistics-LDV-E-Preparatory visits indicators 2008 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
<i>A.4 – Statistical annexes Grundtvig: 7 files (in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part A-4-Statistics-GRU-A-Learning Partnerships indicators 2007 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-4-Statistics-GRU-B-In-Service Training indicators 2008 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>

- 2009 YR-Part A-4-Statistics-GRU-C-Visits and Exchanges indicators 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-4-Statistics-GRU-D-Assistantships indicators 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-4-Statistics-GRU-E-Workshop indicators 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-4-Statistics-GRU-F-Senior volunteering Projects indicators 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part A-4-Statistics-GRU-G-Preparatory visits indicators 2008 and 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
<i>A.5 – Statistical annex Study Visits: 1 file (in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part A-5-Statistics-Study Visits	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
A copy of all materials and documents produced with the support of the NA operating grant in 2009	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>

Part B: Financial reporting consists of:	Hard copy		Electronic version	
<i>B.1 – Bank accounts 1 file (in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part B-1 Bank accounts	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
<i>B.2 – C1 Financial report including report on primary checks per agreement (in Excel format)</i>				
B.2.1 – C1 One Financial report including the report on primary checks per agreement resulting from the Socrates II and Leonardo da Vinci II programmes that have to be included in the 2009 Yearly NA Report (cf. the NA has to include such a report for all agreements listed in Annex 2 of the evaluation conclusions letter sent to the National Authority with copy to the NA after the analysis of the 2008 Declaration of Assurance)				
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Arion 2006 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Comenius 2005 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Comenius 2006 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Erasmus 2006 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Grundtvig 2006 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Leonardo proc A 2005 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Leonardo proc A 2006 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Leonardo proc B 2004 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>

- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Leonardo proc B 2005 Financial report (final report if agreement was not closed before 2009 Yearly NA Report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
- 2009 YR-Part B-2-1 – C1 Leonardo proc B 2006 Financial report (normally final report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
B.2.2 – C1 Financial report on the 2007 LLP COM-NA agreement.				
- 2009 YR-Part B-2-2 LLP 2007 Financial report (normally interim report – see evaluation conclusions letter)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
B.2.2 Financial report on the 2008 LLP COM-NA agreement extracted from LLPLink and provided in paper and Excel format (normally interim report– see evaluation conclusions letter):				
– 1.0 – Summary realisation report	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.0 – Summary financial and contractual report by sub-programme	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.1 - Summary financial and contractual report (Comenius actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.2 - Summary financial and contractual report (Grundtvig actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.3 - Summary financial and contractual report (Erasmus actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.4 - Summary financial and contractual report (Leonardo actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.5 - Summary financial and contractual report (Transversal actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
C1 (LLP 2008) – Report on primary checks for the 2008 LLP COM-NA agreement (1 excel file)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
B.2.3 Financial report on the 2009 LLP COM-NA agreement extracted from LLPLink and provided in paper and Excel format (interim report):				
– 1.0 – Summary realisation report	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.0 – Summary financial and contractual report by sub-programme	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.1 - Summary financial and contractual report (Comenius actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.2 - Summary financial and contractual report (Grundtvig actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.3 - Summary financial and contractual report (Erasmus actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.4 - Summary financial and contractual report (Leonardo actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
– 2.5 - Summary financial and contractual report (Transversal actions)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
C1 (LLP 2009) – Report on primary checks for the 2009 LLP COM-NA agreement (1 excel file)	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
<i>B.3 Recoveries (1 file in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part B-3 Recoveries report	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
<i>B.4 Fraud cases 1 file (in Excel format)</i>				
- 2009 YR-Part B-4 Fraud cases report	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>

2009 Declaration of Assurance by the National Authority	Hard copy		Electronic version	
Is the Declaration identical to the model provided by the Commission?	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
Is the Declaration of Assurance dated and signed?	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
Are all annexes included and complete: <ul style="list-style-type: none"> - Annex 1: 2009 Yearly NA Report - Annex 2: List of remedial actions - Annex 3: National Authority observations and action plan - Annex 4: Secondary controls 	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>
Is the person having signed the Declaration as National Authority the same as the one who has been designated to DG EAC according to Article 2 of the EC Decision on the respective responsibilities?	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>		
If there has been a change of the person designated as National Authority, has this change been formally notified to DG EAC via the Permanent Representation of the country concerned (see notification model in annex 7 of the Guidelines for NAU)?	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>		
Are data complete, correct and consistent in all parts of the document (name of the programme, year, country, name of the National Agency, date of the Yearly NA Report, reference n° of the EC Decision, annexes indicated in the certificate are attached)?	YES <input type="checkbox"/>	NO <input type="checkbox"/>		

Annexe 5 - Classification framework for National agencies

<u>Control area</u>	<u>Legal basis</u>	<u>Key control</u>
<u>Existence and legal personality</u>		
Legal basis (existence)	LLP: Decision 1720/2006 art. 6.2. (b) (i); YiA: Decision 1719/2006 art. 8.6 (b) (i);	X
Particular situations (borderline cases)		
Handover of the management of the programmes	LLP: Decision 1720/2006 art. 6.3. (a); Commission Decisions C 2007-1807 (LLP) & C 2007-1828 (YiA) Art.11	
<i>2000-2006</i>		
<i>2007-2013</i>		
Delegation to regional or local organisations or to other external bodies	Commission Decisions C 2007-1807 (LLP) & C 2007-1828 (YiA) Art.9	
<i>Scope</i>		
<i>Formalisation</i>		
<i>Supervision</i>		
<u>Infrastructure and resources</u>		
Adequate number of staff, staff competence	LLP: Decision 1720/2006 art. 6.2. (b) (ii) ; YiA: Decision 1719/2006 art. 8.6 (b) (ii); Guide for National Agencies - sections 2.2	
Adequacy of the number of staff/ vacant posts		X
Functional organisation of the National Agency/ host organization/organisation chart/ job descriptions		

Skills, qualification, training		X
Continuity of operations		
Adequate infrastructure and IT tools	LLP: Decision 1720/2006 art. 6.2. (b) (iii) Guide for National Agencies - section 2.8 and 2.10	
Premises		X
IT system security		
IT contingency plans		
<u>Internal control system</u>	F.R. art. 54 1: "Effective an efficient internal control system"; LLP: Decision 1720/2006 art. 6.2. (b) (iv) and (v); YiA: Decision 1719/2006 art.. 8.6 (b) (iii)	
Segregation of duties	F.R. art. 56.1.(b): "...Effective and efficient internal control system ... which includes effective segregation between ... authorising officer and accounting officer ..."; IR art. 35.1.: "... ensuring transparency ..."; Guide for National Agencies - section 2.3.2; COM/NA Agreement art. 18.7. (Segregation of duties);	
Accounting and authorising functions		X
Operational and control/audit functions		X
Double eyes checks (on transactions)		X
Counselling and evaluating grant proposal		X
Follow up of cases of irregularities and fraud	F.R. art. 54 3:" ... to prevent irregularities ..."; Reporting and follow-up of irregularities and fraud: Commission Decisions C 2007-1807 (LLP) & C 2007-1828 (YiA) Art. 6.1.; COM/NA Agreement art. 18.7. (Follow up of cases of irregularity and fraud); Guide for National Agencies - section 3.10 (LLP) 3.9 (YiA)	X
Controls on recoveries	F.R. art. 54 3: "... recover funds wrongly paid or in correctly used ..."; COM/NA Agreement art. 18.7. (Controls on recoveries); Guide for National Agencies - section 3.9	X

	(LLP) 3.8 (YiA) ;	
Documentation of procedures	Guide for National Agencies - section 2.4	
Existence		
Comprehensive, Completeness		
Accessible		
Keeping track of changes		
Use of checklists	Guide for National Agencies LLP - sections 3.6.1 ; 3.8.3 ; 3.8.4 ; Annexes 2.2 ; Guide for National Agencies YIA - sections 3.5.1 ; 3.7.3 ; 3.7.4 ; 3.10.3; Annexes 2.2	
Conflict of interest	F.R. art 56,1 a); LLP: Decision 1720/2006 art. 6.2. (b) (iv) ; YiA: Decision 1719/2006 art. 8.6 (b) (iv); Guide for National Agencies LLP sections: 3.6.3; 3.6.1; 2.7; 2.2.2; 3.8.6; 3.8.3;3.11.3; 8.3; Annexe 2.2 Guide for National Agencies YiA sections: 3.5.3; 3.5.1; 2.6; 2.1; 3.7.6; 3.7.3; 3.10.3; Annexe 2.2 COM/NA Agreement art. 11	X
Internal audit	Guide for National Agencies section 2.11	
Existence		
Reporting		
Independence	+ Guide for National Agencies section 2.3.2	
Management Information System	Guide for National Agencies (LLP) section 2.6.1.4 ; Guide for National Agencies (YIA) sections 2.6.1.4; 8.7;	
Document management and filing system	Guide for National Agencies section 2.9	
Data protection	COM/NA Agreement art. 9 // reference to EC Regulation 45/2001	
Procurement procedures	F.R. art. 56.1.(a)"... transparent procurement and grant-award procedures ..."; I.R. art. 35.3: "... procurement procedures ...";	X

	FR art. 54 1: "Compliance with the principle of non-discrimination" COM/NA Agreement art. 18.8 (public procurement rules); Guide for National Agencies - section 2.7;	
Grant award procedures	F.R. art. 56.1. (a) (e) (f) "... transparent procurement and grant-award procedures..." "... public access to information..." "... ex-post publication..." ; IR art. 35.3:" ... procurement procedures ..."; F.R. art. 54 1: "Compliance with the principle of non-discrimination" ; COM/NA Agreement art. 18.7. (Checks and controls on the grant award procedure/Monitoring and support to beneficiaries); Guide for National Agencies (LLP) - sections 3.1 to 3.7; Guide for National Agencies (YiA) - sections 3.1 to 3.5	
Public access to information		
Reception and registration of grant applications		X
Evaluation of grant applications		X
Evaluation of financial capacity	+ Annexe 2.3 Guide for National Agencies	X
Use of external experts		
Evaluation committee : constitution		X
Evaluation committee : procedures		X
Grant award decision		X
Ex-post publication of the selection		
Grant management	Guide for National Agencies - section 3.7. (LLP) 3.6 (YiA)	
Grant agreements		
Grant payments		X
Checks of grant beneficiaries	F.R. art. 54 3:" ... conduct regular checks to ensure that ..." Guide for National Agencies - section 3.8 and annex III.b; COM/NA Agreement art. 18.7.	

Final reports		X
Desk checks of supporting documents		X
On-the-spot checks		X
Accounting system	F.R. art. 56.1.(c) "... accounting system that enables the correct use of Community funds to be verified and the use of fund to be reflected in the Community accounts"; Guide for National Agencies - section 2.6 et 5; COM/NA Agreement art. 18.8	
Accrual based accounting system		
Reconciliation		X
Budget follow-up		
Treasury management and bank accounts	LLP: Decision 1720/2006 art. 6.2. (v); YiA: Decision 1719/2006 art.. 8.6 (b) (iii) Commission Decisions C 2007-1807 (LLP) & C 2007-1828 (YiA) Art. 8.2.; Guide for National Agencies - section 2.6 et 2.3 (Sign./Del.) COM/NA Agreement art. 18.7. (treasury management) et 18.8 (respect of the guidelines on financial management);	
Treasury management		X
Bank accounts		
<i>Separate bank accounts for the operating grant and the decentralised action grant funds</i>		X
<i>Owner of bank accounts</i>		X
<i>Interest</i>		X
<i>Account in National currency</i>		
<i>Signature/ delegation</i>		
Visibility of Community action	F.R. art. 54 1: "Visibility of Community action"; Guide for National Agencies - section 2.10.3. and its annex III.a (corporate design)	

Website	Guide for National Agencies (LLP) section 3.3 Guide for National Agencies (YiA) section 3.2	
<u>Performance</u>		
Degree of realisation of the NA work programme in accordance with the minima set out in the related Specifications	COM/NA Agreement art. 18.8. (degree of realisation);	X
Respect of delays with regard to the management of the project life cycle	COM/NA Agreement art. 18.8. (respect of delays); Guide for National Agencies (LLP) - section 3.5. to 3.7; Guide for National Agencies (YiA) - section 3.4 to 3.6	
Grant award procedure		X
Issuing of grant agreements		X
Grant payments		X
Checks of grant beneficiaries		X
Respect of reporting requirements	COM/NA Agreement art. 18.8. (reporting obligations towards the Commission); Guide for National Agencies - section 6 (LLP) 7 (YiA); Note 687 of 18/1/2008 (addressed to the National Authorities and signed by S. Corti)	
Quarterly reports		X
Yearly Reports		X
Other reports		
Programme implementation		
Absorption of EU budget for decentralised actions (commitments, payments)		
Respect of EU programme Guide/Call for proposal	Guide for National Agencies section 3.1 (et 3.2 (LLP))	X
Other		

ANNEXE 6- EXAMPLE OF TERMS OF REFERENCE FOR FINANCIAL AUDITS

1 OBJECTIVE

The objective of carrying out financial audits is to get an opinion on the legality and regularity of the actions and the use of the grant funds. This implies a.o. a verification of the conformity with the conditions laid down in the grant agreements and a check whether costs have been declared in compliance with the legal requirements as defined in the legal basis.

2 STRUCTURE AND CONTENT OF AUDIT REPORT

The report should comprise:

- The objective of the audit and any limitation of its scope;
- A summary of the audit approach (nature and number of tests performed, number of projects selected, coverage, starting and ending date of the fieldwork, composition of the audit team, reference to auditing standards, reference to a materiality threshold, ...)
- An audit opinion;
- A summary table reflecting all eligible and non-eligible expenses;
- An annex listing all findings mentioning the legal and contractual reference at the basis of the finding, the reason for the ineligibility, the financial impact, the (sub)programme(s) or action(s) concerned, its occasional or systematic nature, the stage to which the finding refers (grant award, payment, ...);
- An annex with the list of persons met;
- An annex with the formal comments of the NA resulting from an adversary procedure;
- The position of the auditors on the comments of the NA explicitly mentioning those items that have not been cleared.

3 PREPARATION OF CHECKLISTS

The auditors will prepare standard checklists before starting the fieldwork. These checklists should be sent to the National authority before the start of the fieldwork.

4 CONTENT OF THE AUDIT WORK

The attention of the auditors is explicitly drawn at the fact that the reporting modalities for the National agencies have considerably changed with the LLP and YiA programmes by comparison with those in vigour before.

In a nutshell, final reports of Leonardo II, Socrates II and Youth (2000-2006) programmes are included in the Yearly report that all transactions till 31/12/2009; data about all bank accounts, outstanding recovery orders, fraud cases and a summary of

primary checks carried out. The Yearly Reports are due to the Commission on April 30th (of the Year N + 1) at the latest as an annex to a Yearly Declaration of Assurance delivered by the National Authority.

The Yearly Reports contain agglomerate data. National Agencies must have the detailed transactions that tie in with the agglomerate data.

The auditors will use the Yearly report as the basis for their work. This report makes it possible to get agglomerate figures for the transactions of the year as well as a situation at the beginning and at the end of the year.

5 PREPARATORY WORK

- Analysis of the legal basis for LLP and YiA programmes: the Decisions of Parliament and Council, the Decisions of the Commission, the COM/NA agreements, the Guide for National Agencies, etc.
- Selection of the grant agreement for which the underlying documents will be vouched: this selection has to be made at random, cover all the different material actions and make it possible to draw a conclusion taking into account that the audit opinion should be based on a materiality threshold of 2 % of the total grant claimed.

6 THE FIELDWORK

- The auditors will tie in the lists with amounts of grants awarded, payments and recoveries by action type and individual project with the financial statement; they will check the lists on clerical accuracy. They will report all anomalies detected.
- The auditors will tie in the individual transactions (grants awarded¹⁵, prefinancing payments to grant beneficiaries, balance payments to grant beneficiaries, payments by and refunds to the Commission, recovery orders issued, perceived or waived, interest perceived, ...) with the NA's accounting system. They will make a reconciliation between the NA's accounting system and the Management Information Systems used (can be systems proper to the NA or EC systems such as LLPLink YouthLink) or check the reconciliation made by the NA. The auditors will report all anomalies detected and give an overall conclusion on the matching of the transactions, assets and liabilities relating to the activities carried out and how they were entered into the accounting.
- The auditors will vouch the underlying documents (grant applications, reports, bank statements, documents such as invoices, airline tickets, presence lists, etc.) relating to the individual transactions (the bank statements with the payments received from the Commission, the grant award decision, the payment order, the actual bank statement relating to the payment, the contractual reports, the calculation sheet for determining the final grant amount, the recovery orders, the bank statements relating to recoveries, the waiver of a recovery order, legal procedures for claiming back recoveries or dealing with alleged fraud, the deliverables such as brochures, minutes, reports, publications, etc.).

¹⁵ In a strict sense it is not expected that grants awarded are registered in the accounting system; therefore the auditors should check how the National Agency controls the grants awarded by comparison with the available budget and the grant amounts awarded.

At award stage, the auditors will check that the minimum requirements for selecting the project and determine the grant amounts have been met. They will also check whether the grant agreements (contracts) in national language used by the NA correspond with the standard texts for the grant agreements provided by the Commission in the annexe to the Guide for NAs. Where required they will check that the data have been entered into EC databases such as LLP Link, SocLink, YouthLink.

At the stage when the final grant amount is determined the auditors will check that the amount is correctly determined taking into account the eligibility of costs claimed.

- The auditors will analyse on what basis the NA has selected the projects for the desk reviews and for the on-the-spot checks; whether the staff carrying out these controls is competent to do so and is not in one of the situations considered as a conflict of interest. The auditors will examine if the selection criteria take recurring beneficiaries into account.

The auditors will check that the desk reviews (for the LLP programme - financial control of receipts) or on-the-spot checks (in situ audits) have been properly documented and have led to a correct conclusion. They will check the relevance of the checks performed during the on-the-spot checks.

- The auditors will analyse a number of files relating to on-the-spot checks (during action and after receipt of the final report) as well as the underlying documents.
- The auditors will check whether the grants have received other funding than that from the European Commission and determine if any grants result in a profit for the beneficiary.
- The auditors will check that the following items (reporting of exceptions) are properly included in Yearly report:
 - financial corrections resulting from the mentioned controls
 - waiver of recovery orders
 - outstanding recovery orders
 - perceived refunds from recovery orders, in particular from earlier closed grant agreements with beneficiaries
 - outstanding fraud cases

The auditors will check the evolution of the fraud cases resulting from earlier decentralised action grant agreements and trace the transactions with supporting documents.

- The auditors will check whether the National Agency has a proper system of registering and following up recoveries (refunds to be made as a result of checks made or if the prefinancing payments are higher than the final grant amount).
- The auditors will check whether outstanding recovery orders were properly disclosed to the Commission.
- Reconcile the report on recovery orders with internal reporting and follow-up tools of the National Agency.
- Trace the transactions with the underlying documents (refunds, waivers, issuing new recovery orders).

- Check clerical accuracy of the forms and completeness of data in the yearly report.
- Check that waived recovery orders over 200 euro have been formally authorised by the Commission.
- Check the existence of all the bank accounts. Check that the nature of these bank accounts corresponds to what has been disclosed in the Yearly report. Check that they are denominated in Euro (only transit accounts may be denominated in national currency).
- Check that the bank accounts are owned by the National Agency.
- Check that all bank accounts are interest bearing and that there are no implicit risks of losing their subsistence.
- Check that all funds related to the decentralised actions grants are managed through the disclosed bank accounts.
- Check that no other funds than those related to the decentralised actions grants are managed through the disclosed bank accounts.
- Reconcile the opening and closing balances with the bank statements.
- Check clerical accuracy of the financial reports included in the yearly report.
- Reconcile transfers from and to other bank accounts held by the National Agency.
- Trace interest earned or accrued; check that tax withheld on the bank accounts is properly disclosed by the National Agency.
- Trace - on a sample basis - transactions (including payments received from and made to the Commission) on the bank accounts with the underlying documents and with the accounts. Check the opening and closing balances on the bank statements with the accounts.
- Check that bank fees and charges are funded from the operating budget of the National Agency.
- Check that the total amounts of transfers made from the disclosed bank accounts are equal to other disclosed bank accounts. Reconcile any differences.
- The auditors will list all anomalies found, discuss them with the NA management and file the evidence supporting their conclusion. The auditors cannot extrapolate the results of the errors detected.
- Adversary procedure: At the end of the fieldwork the auditors will organise a meeting with the NA management and give a list with all findings (description of the finding, basis for the finding, financial impact, recurring or one-time finding) they intend to include in their report. The NA will be invited to make its comments.

Annexe 7 - Forms for designation/ change of the National authority

Designation/ Change of the National authority ¹⁶	
Date	
Name of the National authority:	
Position:	
Organization:	
Address:	
Tel:	
Fax:	
Email:	

¹⁶ Article 2.6 of the EC decision C(2007) 1807 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Lifelong Learning Programme (2007-2013) and of the EC decision C(2007) 1828 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Youth in Action programme (2007-2013)

Designation/ Change of the contact person¹⁷	
Date	
Name of the contact person	
Position:	
Organization:	
Address:	
Tel:	
Fax:	
Email:	

¹⁷ Article 7.1 of the EC decision C(2007) 1807 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Lifelong Learning Programme (2007-2013) and of the EC decision C(2007) 1828 relating to the respective responsibilities of the Member States, the Commission and the National Agencies in implementation of the Youth in Action programme (2007-2013)

Annexe 8 - Example of workflow "Supervisory controls performed by external auditors"

1) The National authority defines the scope of the secondary controls in the terms of reference (mentioning the nature and extent of audit work to be carried out).

2) The National authority mandates the external auditors following national procedures.

3) The National authority holds a kick-off meeting with the external auditor and documents the content of the meeting in formal minutes.

4) The National authority follows-up the audit work closely.

5) The National authority holds a closing meeting with the external auditor.

The closing meeting is documented in formal minutes.

6) The NAU approves the audit report formally in written. Before approving the report the National authority checks that the audit work corresponds to the terms of reference.